



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Promouvoir les liens en amont et la transparence :

Guide de la société civile sur le Mécanisme de Reporting sur
l'Approvisionnement Local (MRAL) dans le Secteur Minier

Juillet 2021

Promouvoir les liens en amont et la transparence :

Guide de la société civile sur le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local (MRAL) dans le Secteur Minier

Juillet 2021

Remerciements

Ce guide a été rédigé par l'initiative « Mining Shared Value » d'Ingénieurs Sans Frontières, dirigée par Jeff Geipel, et Cindy Wilhelm, pour le compte des coalitions Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) en Afrique de l'Ouest, sous la coordination de la Fondation pour le Développement au Sahel (FDS/Mali), une organisation de la société civile basée au Mali.

L'élaboration de ce guide a été rendue possible grâce au soutien de Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).

Nous remercions les organisations de PCQVP de toute l'Afrique de l'Ouest pour le temps qu'elles nous ont consacré et pour les informations précieuses qu'elles nous ont fournies sur la nature de leur travail.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Liste des acronymes

GIZ	Société allemande pour la coopération internationale GmbH
GRI	Initiative mondiale sur les rapports de performance
IGF	Forum intergouvernemental sur les mines, les minéraux, les métaux et le développement durable
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
MRAL	Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local
NRGI	Institut de gouvernance des ressources naturelles
OECD	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PCQVP	Publiez Ce Que Vous Payez
SFI	Société Financière Internationale

Partie 1 : Qu'est-ce que l'approvisionnement dans le secteur minier et pourquoi est-il important ? 7

1.1 Les liens en amont et leur rôle dans le développement économique 8

1.2 De combien d'argent s'agit-il ? 11

1.3 Quels biens et services les sociétés minières achètent-elles ? 14

1.4 Que font les gouvernements pour essayer d'augmenter l'approvisionnement local ? 19

1.5 Corruption et pratiques frauduleuses dans l'achat de biens et de services : La face cachée des achats locaux 22

Partie 2 : Présentation du mécanisme de reporting de l'approvisionnement local dans le secteur minier 25

2.1 Qu'est-ce que le MRAL pour l'industrie minière et pourquoi est-il important ? 25

2.2 Où trouver des informations sur les achats des sociétés minières ? 31

Partie 3 : Plaidoyer pour l'utilisation du MRAL dans vos pays 34

3.1 Pourquoi devriez-vous plaider pour l'utilisation du MRAL ? 34

3.2 Options de plaidoyer 39

3.3 Comment faire le plaidoyer 43



PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

Table des matières



Introduction

Les organisations de la société civile (OSC) sont à l'avant-garde de la lutte pour un développement plus inclusif et transparent basé sur les ressources naturelles. Un des aspects qui pourrait relever ce défi grâce à son potentiel considérable, alors qu'il continue d'être largement négligé, c'est l'approvisionnement local par le secteur minier. Les dépenses en biens et services sont généralement supérieures aux paiements aux gouvernements, aux salaires et traitements et aux investissements communautaires réunis.

Ce guide destiné aux réseaux de PCQVP et à d'autres OSC plaide en faveur d'une transparence accrue dans l'approvisionnement local du secteur minier. Il fournit aux OSC les connaissances de base nécessaires sur l'approvisionnement local dans le secteur minier, ainsi que des étapes et des recommandations pratiques sur la manière dont elles peuvent plaider pour un approvisionnement local plus efficace et plus transparent dans leurs pays respectifs.

Le guide présente une vue d'ensemble de :

- Ce qu'implique l'approvisionnement local dans le secteur minier, et pourquoi il a un impact économique potentiel si important dans les pays et communautés d'accueil des mines.
- Comment la transparence des processus d'achats des sites miniers contribue à renforcer le pouvoir des fournisseurs et de la société civile, et à améliorer la gouvernance compte tenu des risques de corruption dans l'approvisionnement en biens et services par les sites miniers.
- Le potentiel de l'utilisation du Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local (MRAL) et la manière dont les OSC peuvent utiliser les données créées par les sites miniers utilisant le MRAL pour plaider en faveur d'une meilleure politique de la part du gouvernement et des sociétés minières.
- Des conseils détaillés pour les OSC, avec des options et des suggestions de canaux pour le plaidoyer auprès des gouvernements et des sociétés minières.

Le guide des OSC a été rédigé par « Mining Shared Value » d'Ingénieurs Sans Frontières Canada, une organisation à but non lucratif qui pousse et aide le secteur minier mondial à maximiser l'approvisionnement local en biens et services, et à le rendre plus transparent. Le MRAL dans le secteur minier a été initié par l'agence de développement GIZ, avec le soutien financier du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Ce présent guide a été élaboré grâce à des consultations approfondies avec les principaux représentants des coalitions de PCQVP dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Mali, Ghana, Togo, Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire).

Cela permet de combiner une riche expertise en matière d'achats dans le secteur minier, ajoutée aux contextes nationaux et aux preuves provenant d'une variété de pays de la région. L'implication de représentants éminents de la société civile permet également de formuler des recommandations complètes en matière de plaidoyer des OSC, qui correspondent aux réalités du terrain en Afrique de l'Ouest et dans des régions similaires.

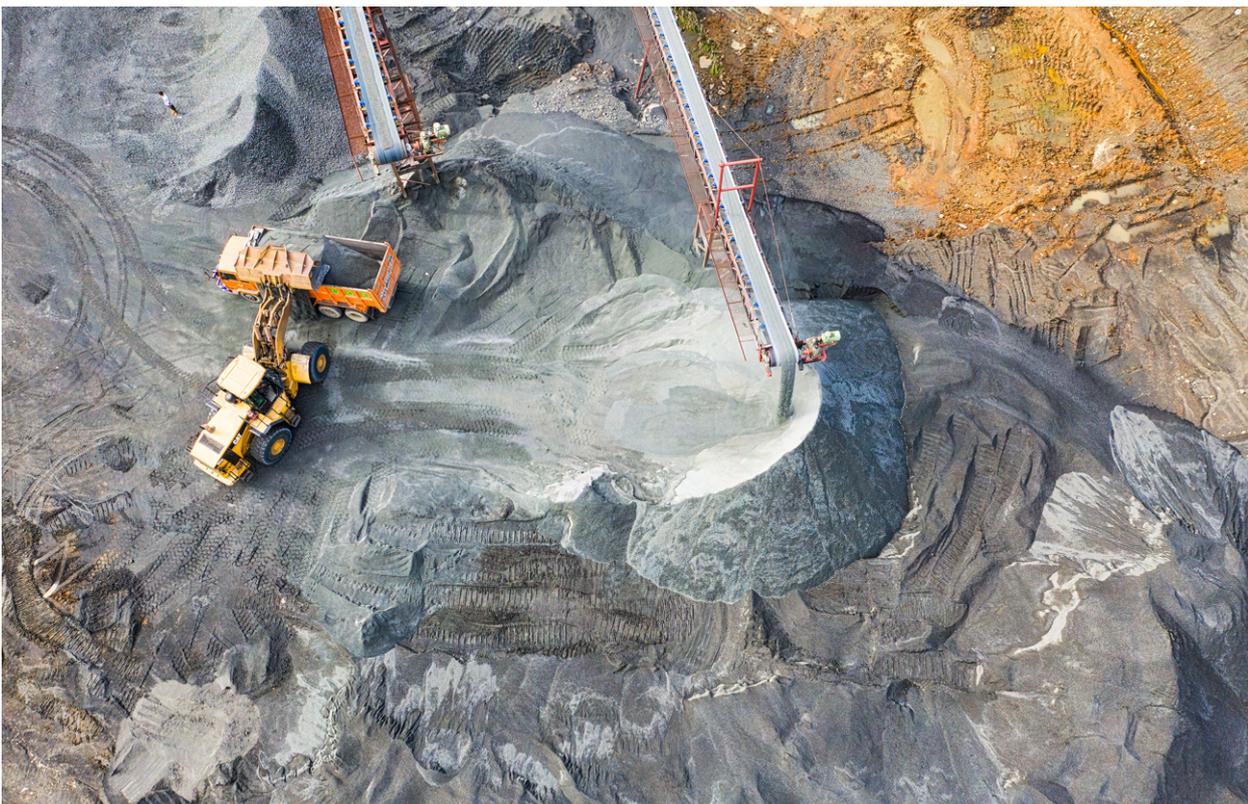
Ce guide aide les OSC d'Afrique et d'ailleurs à réaliser le plein potentiel des achats locaux dans la lutte pour une gouvernance minière plus inclusive, et il leur donne les moyens de devenir des champions actifs de l'amélioration des pratiques en matière d'achats locaux dans leurs pays.

Qu'est-ce que l'approvisionnement local dans le secteur minier et pourquoi est-il important ?

Les pays d'Afrique cherchent à tirer davantage de bénéfices économiques et sociaux de l'activité minière qui se déroule sur leur sol. Les organisations de la société civile ont été au cœur de cette lutte pour surmonter la «malédiction des ressources» ou «paradoxe de l'abondance» qui persiste obstinément dans de nombreux pays d'Afrique, où le sous-développement et la pauvreté existent malgré des centaines de millions de dollars de production de ressources minérales. Des organisations de la société civile comme Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) et ses membres, ainsi qu'une grande variété d'autres organisations en Afrique et ailleurs ont réalisé d'énormes progrès dans l'amélioration de la gouvernance, notamment dans le domaine de la transparence. L'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) compte désormais vingt-six membres dans toute l'Afrique et, grâce aux efforts de coalitions mondiales, les sociétés minières qui opèrent en Afrique et qui sont basées au Royaume-Uni, au Canada et en Europe doivent désormais toutes rendre compte des sommes qu'elles versent aux gouvernements des pays où elles opèrent.

Toutefois, un aspect de la réalisation d'un développement inclusif basé sur les ressources naturelles qui a été relativement moins mis en avant par la société civile est le rôle des achats locaux de biens et de services pendant l'extraction des minéraux.

En réalité, dans presque tous les cas, l'achat de biens et de services est le type de paiement le plus important effectué par les projets miniers et les sites d'exploitation - généralement plus important que les paiements faits aux gouvernements, les salaires et les investissements communautaires combinés.



En Afrique, un site minier moyen à grande échelle dépense des centaines de millions de dollars chaque année en biens et services. Plus ces dépenses peuvent rester dans les pays d'accueil et être consacrées à des biens et services produits par les entreprises de ces pays, plus l'activité minière peut contribuer au développement économique et social.

Cependant, avec de tels volumes d'argent en jeu, il existe également un risque énorme de corruption et d'autres pratiques problématiques. Les élites locales peuvent réussir à faire pression sur les sociétés minières pour qu'elles fassent passer des contrats à leurs entreprises, ou les sociétés minières peuvent utiliser les achats comme moyen d'évasion fiscale par des pratiques comme les prix de transfert. Les fournisseurs eux-mêmes peuvent se livrer à des pratiques environnementales problématiques ou à des violations des droits de l'homme, à l'insu des sociétés minières multinationales qui achètent leurs produits.

Donc, il est temps de mettre en avant l'approvisionnement local du secteur minier et d'accroître la transparence afin d'améliorer la gouvernance de l'extraction minière.

1.1 Les liens en amont et leur rôle dans le développement économique

La gouvernance efficace des ressources naturelles pour parvenir à un développement inclusif basé sur les ressources est un défi énorme. Depuis des décennies, les universitaires, les organisations non gouvernementales, les gouvernements et le secteur privé débattent d'idées et d'initiatives visant à garantir que les pays riches en ressources naturelles inversent la tendance selon laquelle leur richesse en matières premières entraîne des effets socio-économiques négatifs. Ce débat sur la « malédiction des ressources »¹ et l'accusation connexe selon laquelle l'extraction des ressources naturelles se fait souvent dans des enclaves² où les bénéfices sont concentrés entre les mains de sociétés étrangères et de groupes isolés qui ne laissent aucun ou presque aucun bénéfice à la société au sens large, montrent qu'un travail considérable doit être fait pour inverser ces phénomènes.

La création de liens économiques pour surmonter cette nature enclavée qui caractérise si souvent l'extraction minière dans les pays en développement est l'une des principales solutions possibles pour transformer les ressources naturelles en une « bénédiction » et non une « malédiction ».

Le concept de liens n'est pas nouveau et remonte à la théorie d'Albert Hirschman selon laquelle, dans le développement des ressources naturelles, « une chose mène à une autre », ce qui signifie que les activités vont au-delà du simple processus d'extraction et d'exploitation et s'étendent à diverses activités diversifiées qui, en fin de compte, touchent d'autres secteurs et créent une économie dynamique et diversifiée. Hirschman fait la distinction entre les liens fiscaux (paiements d'impôts générés par les activités tout au long de la chaîne de valeur minière et au-delà), les liens en amont (activités allant au-delà de la simple exportation de la matière première et de la fabrication et du raffinage plutôt localisés des produits minéraux), ainsi que les liens en aval (utilisation de biens et de services nationaux dans la chaîne de valeurs minière et au-delà).³ La figure suivante montre les différents types de liens dans l'activité de l'industrie extractive.

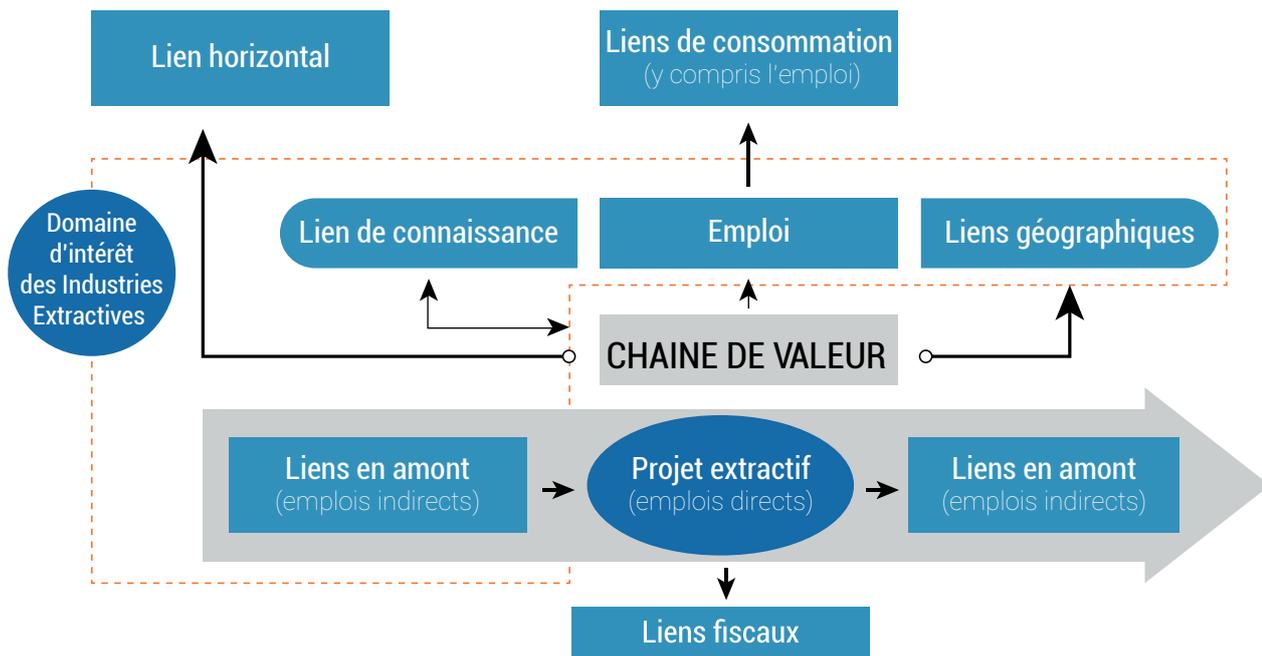


Figure 1 : Liens dans les industries extractives. Extrait du rapport de la GIZ sur les liens avec le secteur des ressources, page 14⁴

Comme mentionné, alors que les liens fiscaux ont reçu une attention considérable de la part de la société civile à travers des initiatives comme PCQVP, la mise en place de l'ITIE et la pression généralisée en faveur de réformes de la fiscalité minière, ces liens en amont restent un domaine de moindre importance pour la société civile malgré leur énorme ampleur et leur potentiel de bénéfices économiques dans les pays hôtes.

Pourquoi les liens en amont devraient-ils être mis en avant pour une gouvernance efficace des ressources ?

1. Les liens en amont sont la clé de la diversification et d'un développement inclusif basé sur les ressources

- Les liens en amont peuvent créer des liens horizontaux où les compétences et les capacités que les individus et les entreprises obtiennent de leur engagement dans la chaîne d'achats minière peuvent être adaptées dans d'autres secteurs, ce qui signifie donc une diversification et une dépendance réduite vis-à-vis des activités minières
- Les compétences professionnelles qui renforcent le savoir-faire et les compétences des individus et des entreprises locales les rendent attrayantes pour d'autres secteurs, ainsi que compétitives au niveau (inter)national

2. Les liens en amont ont le pouvoir de s'attaquer à l'un des plus grands défis de l'Afrique subsaharienne : la pauvreté et le chômage des jeunes.

- Des institutions telles que la Banque mondiale, ainsi que des ONG internationales et des universitaires ont tiré la sonnette d'alarme en déclarant que « l'Afrique subsaharienne connaît une crise du chômage des jeunes d'une ampleur sans précédent ». ⁵ Le continent a une population extrêmement jeune, les dix premiers pays les plus jeunes du monde en 2020 étant entièrement détenus par les pays d'Afrique subsaharienne. Le Niger, en Afrique de l'Ouest, devrait avoir la population la plus jeune en 2020, avec un âge médian de 15,8 ans, plaçant le pays en tête de classement mondial. ⁶ Selon une estimation de la Banque Mondiale pour 2017, 60 % des chômeurs africains sont des jeunes. Un autre problème est que ceux qui trouvent des opportunités rémunérées s'engagent plutôt dans l'emploi informel ou dans des emplois en dessous de leurs qualifications. ⁷
- Le chômage des jeunes et les emplois précaires sont source de frustrations, de troubles sociaux, de criminalité et de migration continue. On peut le constater dans toute l'Afrique subsaharienne, mais l'Afrique de l'Ouest en particulier est touchée par cette évolution. Cette situation signifie que lorsque les activités minières démarrent, les attentes des populations locales envers les entreprises sont considérables en termes d'emplois directs et indirects. Si ces attentes ne sont pas satisfaites, les frustrations peuvent se transformer en violentes protestations.
- L'approvisionnement local est donc important pour deux raisons principales : pour réduire le chômage des jeunes, ainsi que pour contribuer à la paix sociale et à de meilleures relations entre les communautés et les sociétés minières. Bien que l'exploitation minière soit plus intensive en capital qu'en main-d'œuvre, les possibilités d'emploi ne sont pas négligeables. Les données de 2013 montrent que le nombre d'emplois directs dans la seule industrie de l'extraction de l'or sur le continent africain est de 308 000, avec 1 241 000 emplois indirects. ⁸

3. Des centaines de millions de dollars sont dépensés chaque année en achats par un site minier typique à grande échelle, et ces liens en amont constituent un risque de corruption et de pratiques problématiques en matière de prix de transfert.

- Lorsque les achats du secteur minier souffrent de corruption, cela a de nombreux effets négatifs sur les pays et les communautés d'accueil. Les entreprises minières peuvent payer plus qu'elles ne le devraient pour les produits, par exemple, en réduisant le montant de l'impôt sur les sociétés qu'elles versent aux gouvernements. Dans d'autres cas, des entreprises politiquement liées peuvent obtenir des contrats au détriment des fournisseurs communautaires.
- L'évasion fiscale par l'utilisation de prix de transfert problématiques implique l'obtention de services intentionnellement surévalués. Ainsi, les préoccupations relatives à l'évasion fiscale et à la transparence des processus d'approvisionnement local sont liées.

1.2 De combien d'argent parlons-nous ?

Beaucoup, bien sûr. Comme le souligne le « World Gold Council » dans son rapport :



Le plus grand élément de la distribution des bénéfices pour les communautés et le gouvernement provient des achats qu'effectuent les mines.⁹

- En ce qui concerne l'or, sur un total de 55 594 millions de dollars dépensés en 2012 par les sociétés aurifères membres, 35 157 millions de dollars ont été consacrés aux paiements aux entreprises, donc aux achats. Cela représente 63 %. C'est plus que les paiements de redevances au gouvernement (1 389 millions de dollars), les salaires et traitements (8 290 millions de dollars), les investissements communautaires (285 millions de dollars) et les autres paiements au gouvernement (1 575 millions de dollars) réunis.

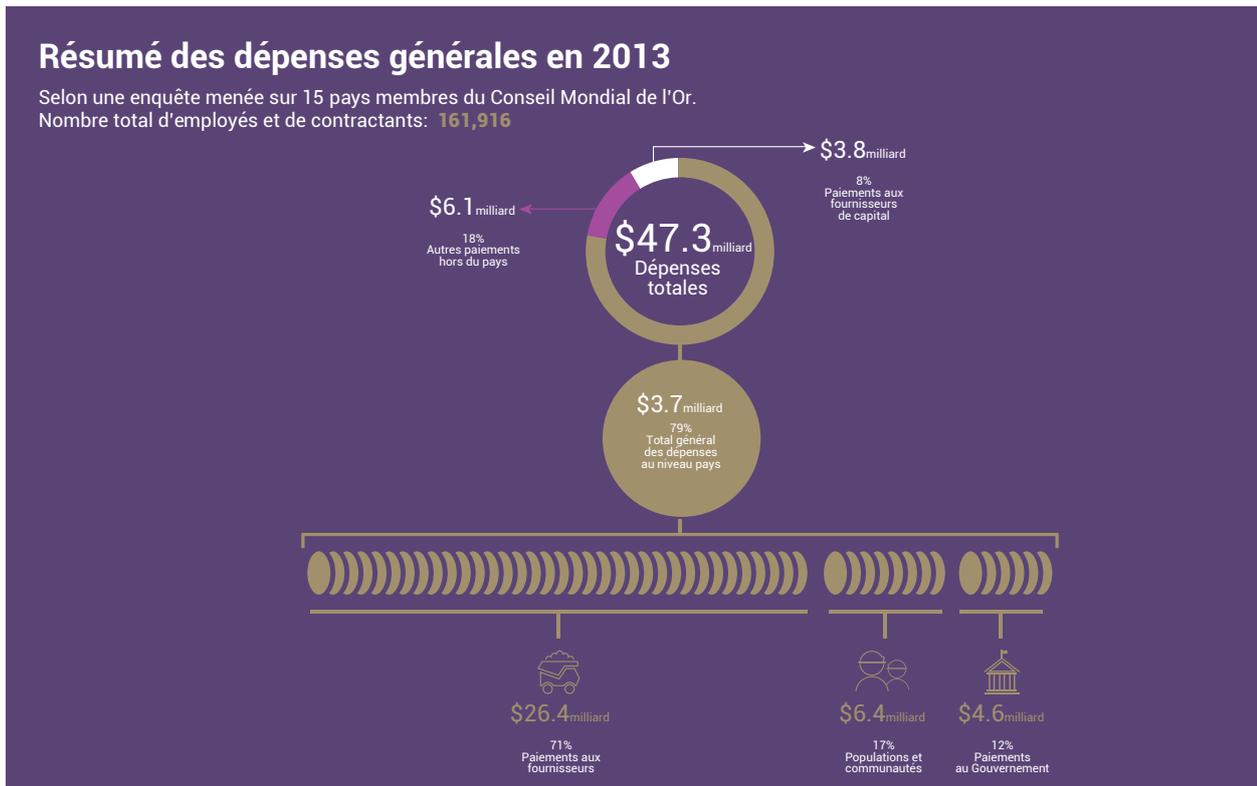


Figure 2 : Répartition des paiements infranationaux par les sociétés minières membres du World Gold Council. Exploitation responsable des mines d'or et distribution de la valeur (données 2013)¹⁰

Des calculs plus récents effectués par le « Natural Resource Governance Institute (NRGI) » montrent qu'entre 2008 et 2017, les fournisseurs du secteur minier ont dépensé en moyenne 160 milliards de dollars par an dans le monde.¹¹.

Pour voir à quoi cela ressemble pour les sites miniers individuels en Afrique de l'Ouest, le tableau ci-dessous montre la répartition des contributions économiques de Teranga Gold en 2019 dans ses mines au Sénégal et au Burkina Faso. Il montre l'importance des achats locaux par rapport aux autres contributions économiques. Le tableau montre que l'approvisionnement local constitue non seulement la catégorie de dépenses la plus importante au sein des contributions économiques totales, mais qu'ils dépassent même les impôts, les autres paiements et les redevances, ainsi que les paiements de soutien. C'est le cas tant au Sénégal qu'au Burkina Faso.

	Sénégal	Burkina Faso
Contributions économiques totales, dont :	202,603,028	95,661,843
• Paiements au gouvernement	58,218,786	14,302,659
• Salaires locaux	10,616,169	5,928,858
• Investissement Communautaire	1,079,762	275,823
• Achats locaux	132,688,312	75,154,504
Impôts directs	29,258,685	6,235,219
Impôts indirects	11,233,402	6,545,894
Autres paiements	17,303,873	1,263,210
Redevances anticipées	146,705	N/A
Soutien institutionnel	276,119	258,336

Tableau 1 : Aperçu des dépenses d'achats locaux de Teranga Gold au Sénégal et au Burkina Faso (chiffres de 2019 en Dollars américains), p. 57¹²



Dans un autre exemple du Ghana, les dépenses de Golden Star Resources en 2019 montrent que les achats ont fourni beaucoup plus de paiements dans le pays. Tout comme dans l'exemple précédent de Teranga Gold, les dépenses d'achats de Golden Star Resources sur ses deux sites ont dépassé les salaires versés (29 035 000 dollars pour le site de Bogosa/Prestea et 36 280 000 dollars pour Wassa), les paiements aux gouvernements (14 186 297 dollars pour Bogoso/Prestea et 30 613, 979 dollars pour Wassa) et les investissements communautaires (131 438 dollars pour Bogoso/Prestea, 354 388 dollars pour Wassa). Le tableau ci-dessous montre comment ces dépenses d'achats sont ensuite ventilées en fonction de l'origine de l'entreprise et du site minier.

Dépenses en approvisionnement local

Compagnie	Communauté d'accueil (entreprises locales)	Entreprises du pays d'accueil (autres que le Ghana)	Les entreprises internationales	Total
Golden Star (Bogoso/Prestea) Limited	10,916,000 USD	39,564,000 USD	9,041,000 USD	59,521,000 USD
Golden Star (Wassa) Limited	3,772,000 USD	97,684,000 USD	20,707,000 USD	122,163,000 USD
TOTAL	14,688,000 USD	137,248,000 USD	29,748,000 USD	181,684,000 USD

Tableau 2 : Aperçu des dépenses en approvisionnement local de Golden Stars ressources au Ghana en 2019 (montant en USD). Tableau des données sur le partage des valeurs, Golden Stars 2019¹³

1.3 Quels sont les biens et services achetés par les sociétés minières ?

Les sociétés minières ont besoin de divers biens et services à toutes les étapes de l'activité minière. Le guide pratique de la Banque Mondiale sur l'accroissement des achats locaux des sociétés minières en Afrique de l'Ouest donne un aperçu de trois catégories de biens et services.

Répartition des demandes en achat utilisées dans le projet WALPI

Cette répartition a été utilisée pour agréger les données en approvisionnement des compagnies minières pour renseigner la sélection des opportunités

Groupe 1 : Usine et équipements, construction et services essentiels	Groupe 2 : Consommables	Groupe 3 : Produits et services non essentiels
<ul style="list-style-type: none"> • Services géologiques et d'exploration, • Équipements et fournitures géologiques, • Analyses et essais, • Services de la chaîne d'achats, • Services environnementaux, • Faisabilité, • Conception et ingénierie, • Construction, • Forage, • Équipement, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommables d'exploration, • Explosifs et accessoires, Consommables de traitement, Carburants et lubrifiants, pneus, • Pièces de rechange et outils d'équipement non minier, • Electricité, Télécommunications, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Services liés au site (c'est-à-dire restauration), • Gestion des sites miniers, • Transport, • Espace de bureau, • Services d'entreprise/administratifs, • Services liés au personnel, • Entretien et réparation généraux, • Équipement de sécurité et de protection, • Fournitures et matériel de bureau, • Fournitures de site

Figure 3 : Catégories de biens et services acquis par les sociétés minières. Un guide pratique pour augmenter l'approvisionnement local dans le secteur minier en Afrique de l'ouest. Rapport Banque mondiale, page 37¹⁴

Les exigences varient selon les phases de l'activité minière. Par exemple, les services de construction, de géologie et d'exploration sont plutôt nécessaires pour la phase d'exploration et de construction, tandis que les produits et services non essentiels deviennent plus pertinents dans la phase de production. Les produits consommables sont généralement nécessaires.

Les tableaux ci-dessous sur les dépenses d'achats par catégorie par Teranga, Diavik et Kumtor donnent un aperçu des types d'achats requis par les sociétés minières

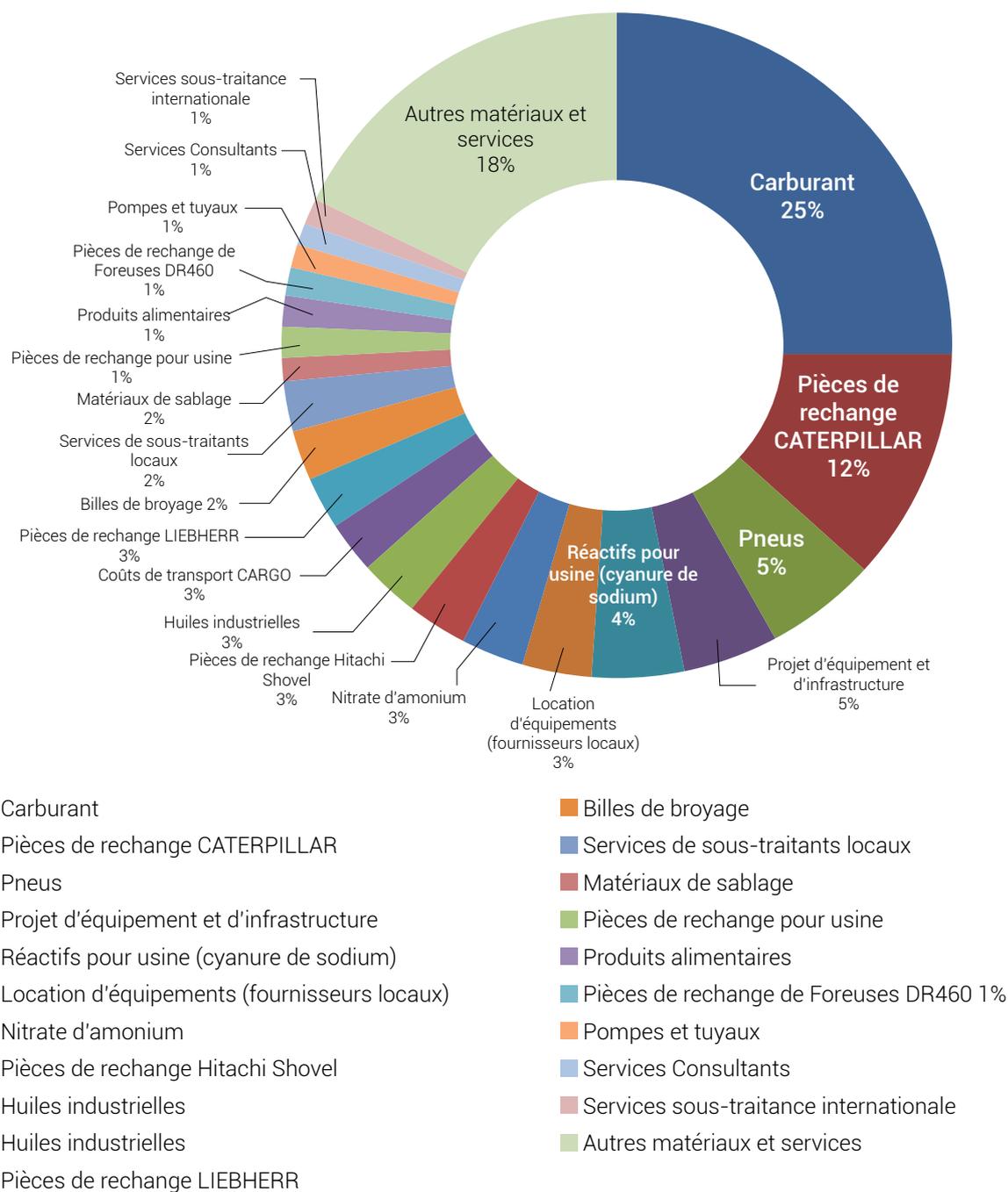
Achats locaux par catégorie	Sénégal	Burkina Faso
Construction	3,610,353	37,347,869
Équipement industriel, pièces de rechange et entretien	575,029	4,065,278
Services et équipements miniers	9,457,706	4,331,850
Effectifs	17,197,029	3,536,053
Transport et logistique	6,666,083	7,017,594
Services publics	1,906,634	10,636
Autres services B2B	12,929,943	10,385,429
Véhicules : location, pièces de rechange et entretien	1,834,599	1,011,398
Biens et fournitures généraux	48,510,935	7,448,399

Tableau 4 : Aperçu des achats locaux de Teranga Gold en 2019 par catégorie de dépenses (en USD). Tiré du rapport sur le développement durable 2019 de Teranga Gold, page 61¹⁵

Catégorie	Montant
Les relations communautaires	\$5.3
Construction	\$13.2
Consommables	\$188.3
Finances	\$21.4
Fret, cargaison, transport	\$45.9
Ressources humaines	\$1.9
Autres	\$0.7
Main d'œuvre externalisée	\$124.0
Transport de passagers	\$7.7
Services professionnels	\$22.9
Télécommunications	\$4.8
Dépenses totales	\$436.1

Tableau 5 : Dépenses par catégorie en 2018 de la mine de diamant Diavik de Rio Tinto 2018 (en millions de dollars). Source : Rapport sur le développement durable 2018 de Diavik, page 8¹⁶

Principales catégories d'achats de KGC



Notez : % - pourcentage du coût total des matériaux et services du KGC

Figure 4 : Répartition des achats de Kumtor Gold au Kirghizstan. Extrait du site web de Kumtor Gold¹⁷

Il est important de noter que les besoins en biens et services varient selon les phases de l'activité minière. Par exemple, les services de construction et les services géologiques et d'exploration sont particulièrement nécessaires pour la phase d'exploration et de construction, alors que les produits et services non essentiels deviennent plus pertinents dans la phase de production. Une fois qu'une mine est en exploitation régulière, elle nécessite un flux régulier et prévisible de consommables, de pièces de rechange et de services de maintenance. La figure 4 ci-dessous présente une ventilation des biens et services nécessaires aux différentes phases.

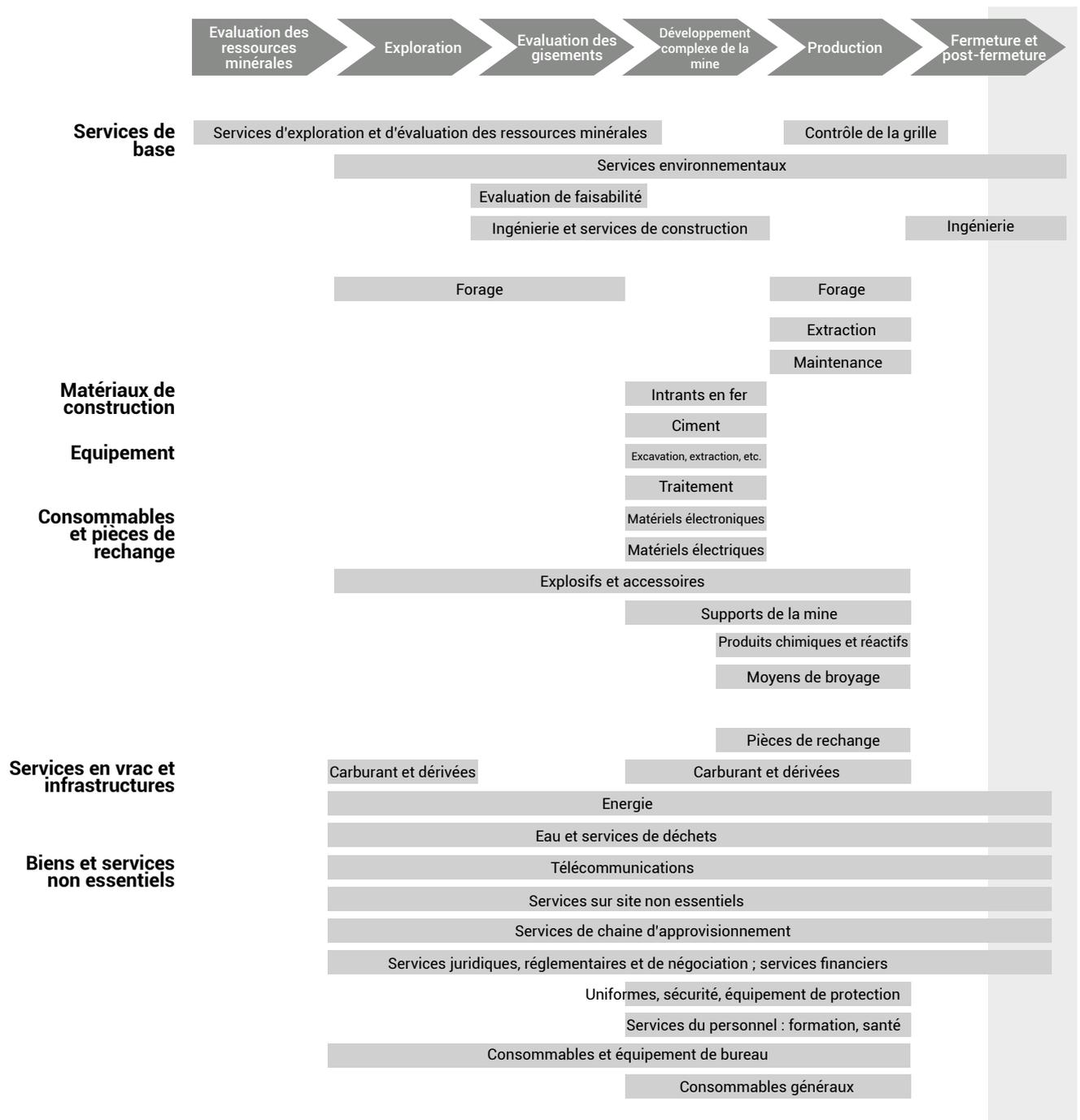


Figure 5 : Une répartition des besoins en matière d'approvisionnement à chaque étape du cycle de vie de l'exploitation minière, tiré de l'étude de la Banque mondiale intitulée « Accroître l'approvisionnement local dans l'industrie minière en Afrique de l'Ouest : phase test ». Page 9

1.4 Que font les gouvernements pour promouvoir l'approvisionnement local ?

Le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable (IGF) analyse en détail le rôle des gouvernements dans la stimulation du contenu local, y compris l'approvisionnement local, dans son rapport sur les orientations pour les gouvernements.¹⁸ L'IGF souligne qu'il existe deux types de politiques que les gouvernements utilisent pour augmenter l'approvisionnement local :

- **Les interventions au niveau de la demande**, qui encouragent ou obligent les sociétés minières à se procurer des biens et des services auprès d'entreprises locales.
- **Les interventions au niveau de l'offre**, qui visent à fournir un soutien aux fournisseurs locaux, afin qu'ils soient en mesure de rivaliser avec les normes mondiales en matière de prix, de qualité, de volume et de fiabilité, ainsi que d'accéder aux marchés d'achats miniers et d'obtenir des financements pour développer leurs activités.

La plupart des pays d'accueil de l'industrie minière africaine disposent d'au moins un certain type de politiques de l'offre et de la demande, et d'autres sont mises en œuvre chaque année. Les politiques relatives à la demande doivent toujours être assorties de politiques relatives à l'offre, afin de soutenir les entreprises pour qu'elles puissent approvisionner les sociétés minières de manière compétitive. L'objectif des politiques d'approvisionnement local devrait être de renforcer les fournisseurs locaux afin qu'ils n'aient plus besoin d'un traitement préférentiel de la part des sociétés minières et dans la réglementation.

Instruments de la politique de la demande :

- Quotas d'achats locaux - un pourcentage défini de fournisseurs locaux que les sociétés minières doivent utiliser.
- Liste obligatoire d'achats locaux - biens et services définis qui doivent être achetés localement.
- Plan d'achats locaux obligatoire - plan régulier que les sociétés minières soumettent au gouvernement avec leurs plans de contenu local.
- Traitement préférentiel pour les fournisseurs locaux
- Accords de développement communautaire (ADC) qui comprennent des principes et des accords sur l'approvisionnement local.



Instruments de politique de la demande pour stimuler l'approvisionnement local. Exemples tirés de nos études de cas : Guinée

La Guinée a instauré des quotas d'achats locaux dans son code minier. Outre un quota d'approvisionnement, la loi exige également que les sociétés minières soumettent un rapport annuel pour présenter données sur leur recours aux PME locales dans le cadre de leurs activités. Ce rapport doit ensuite être envoyé au ministère et doit être mis à la disposition du public.

Article 107 : Préférence aux Entreprises guinéennes

Le titulaire d'un Titre minier ou d'une Autorisation ainsi que les entreprises travaillant pour son compte doit accorder la préférence aux entreprises guinéennes de son choix pour tout contrat, à condition qu'elles offrent des prix, quantités, qualités et délais de livraison comparables. Dans tous les cas, la part des PME, PMI et entreprises appartenant ou contrôlées par des Guinéens devra être progressive dans le respect des minima ci-dessous :

Part minimale des PME, PMI et entreprises appartenant ou contrôlées par des Guinéens dans la fourniture des biens et services aux sociétés minières.

Recherche	Développement	Périodes d'exploitation		
		1e – 5e année	6e – 10e année	11e – 15e année
10%	20%	15%	25%	30%

Afin de promouvoir le développement du secteur privé, les titulaires de Titres d'exploitation minière et d'Autorisations d'exploitation de carrières ainsi que les entreprises travaillant pour leur compte, doivent exécuter le plan de soutien à la création et/ou au renforcement des capacités des PME, PMI et entreprises appartenant ou contrôlées par des Guinéens pour la fourniture de biens et services largement utilisés dans leurs activités.

Chaque titulaire de Titre minier devra soumettre annuellement au Ministre un rapport sur son recours aux PME, PMI et entreprises appartenant ou contrôlées par des Guinéens, qui détaillera les progrès du titulaire de Titre minier pour parvenir à la part minimale définie dans cet article, ainsi que ses activités en faveur de la création ou du renforcement des capacités guinéennes. Ce rapport dont un exemplaire est déposé au Ministère en charge des PME et PMI, sera publié au Journal Officiel et sur le site Internet officiel du Ministère en charge des Mines, ou tout autre site désigné par le Ministre.

Figure 6 : Article 107 du code minier de la Guinée¹⁹

Lors de nos consultations avec PCQVP Guinée, il a également été mentionné que la Guinée dispose d'une «liste minière» qui contient les articles qui ne peuvent pas être importés.

Instruments de politique de l'offre :

- Programmes de développement des fournisseurs - Mesures et initiatives visant à développer les capacités des fournisseurs locaux.
- Réseaux de fournisseurs et facilitation de l'engagement - Aider les entreprises locales à surmonter les obstacles en les mettant mieux en relation avec les entreprises, en les intégrant mieux dans le processus d'appel d'offres.
- Accès au financement - Fournir un soutien financier ou faciliter les possibilités de financement pour les entreprises locales.
- Portails de fournisseurs - Établir des mécanismes pour mettre en relation les sociétés minières et les fournisseurs.

Instruments politiques du côté de l'offre pour stimuler l'approvisionnement local. Exemples tirés de nos études de cas : Burkina Faso & Guinée

Le Burkina Faso dispose d'une plateforme où les fournisseurs peuvent trouver des appels d'offres publics et privés auxquels ils peuvent ensuite répondre : Joffres.net

La Guinée dispose d'une Bourse de Sous-Traitance (BSTP). La BSTP a été initiée par le ministère guinéen des Mines en collaboration avec la SFI et la Banque mondiale. Sur la plateforme, les sociétés minières et les fournisseurs qui sont inscrits peuvent publier leurs appels d'offres et y répondre. La plateforme propose également des formations et un encadrement aux fournisseurs locaux afin de renforcer leurs capacités. En outre, la place de marché dispose également d'un fonds destiné à soutenir financièrement les PME.



Figure 7 : Image tirée de la page LinkedIn de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat : <https://www.linkedin.com/company/bstpgn/posts/?feedView=all>

1.5 Corruption et pratiques frauduleuses dans l'achat de biens et de services : La face cachée des achats locaux

Malgré les énormes opportunités que l'approvisionnement local peut offrir pour un développement inclusif basé sur les ressources, on craint que les achats de biens et de services ne facilitent la corruption et d'autres pratiques frauduleuses. Il est également possible que les fournisseurs de l'industrie minière s'engagent eux-mêmes dans des pratiques frauduleuses.

Divers universitaires mènent des recherches sur la corruption dans le contenu local et la mise en œuvre des achats locaux. Les achats passés par des élites ayant des liens politiques au Ghana²⁰, en République démocratique du Congo et au Nigeria²¹, par exemple, ont été étudiés. En Guinée, des recherches récentes ont montré qu'il existe des préoccupations généralisées selon lesquelles les initiatives locales d'approvisionnement local pourraient non seulement stimuler la corruption, mais aussi que les liens personnels, familiaux et ethniques pourraient déterminer quelles entreprises locales obtiennent des contrats et des avantages.²² La dynamique du pouvoir politique, le favoritisme, le clientélisme, les systèmes traditionnels de castes et de classes, les structures patriarcales et, de manière générale, l'environnement socio-économique et le contexte sociétal pourraient entraver un processus d'approvisionnement local équitable et inclusif.

Pratiques frauduleuses dans l'approvisionnement local en Afrique de l'Ouest

Informations tirées de nos consultations

Burkina Faso : « Les entreprises qui reçoivent des appels d'offres sont parfois liées à des politiciens et à leurs familles. Il y a beaucoup de conflits d'intérêts dans l'attribution des contrats locaux (...) cela rend la concurrence biaisée ».

Mauritanie : « Les entreprises qui ont accès aux sociétés minières sont toujours les mêmes, et elles sont liées à une certaine clientèle politique. Notre souci est la propriété réelle. Qui sont les fournisseurs ? C'est un problème de transparence ».

Le document de l'OCDE intitulé Corruption dans la chaîne de valeur extractive - Typologie des risques, mesures d'atténuation et incitations explique les nombreuses façons dont la corruption peut être facilitée dans les pratiques d'approvisionnement des sociétés minières, notamment :

- Favoritisme indu, copinage, pots-de-vin et corruption associés à l'utilisation abusive des exigences en matière de contenu local
- Corruption associée à des pratiques de tarification abusives dans l'approvisionnement de services d'infrastructure
- Le mécénat et le clientélisme dans l'acquisition de services intellectuels.²³

On est de plus en plus conscient que la corruption dans l'industrie extractive peut être facilitée par le processus d'approvisionnement local. En 2019, l'ITIE a commandité une analyse pour examiner les moyens de dissuader et de combattre davantage la corruption. Dans le document, l'auteur Alexandra Gilles de l'IGNR a déclaré :



Si l'ITIE devait adopter une approche fondée sur le risque pour déterminer les informations à divulguer en priorité, le secteur de la fourniture de services pétroliers et miniers serait en tête de liste. Il s'agit d'une lacune flagrante dans la norme ITIE et dans le secteur.²⁴

Comme nous l'expliquerons dans la troisième partie, c'est pour cette raison que l'ITIE se concentre de plus en plus sur l'approvisionnement. Dans son rapport 2020 « *Beneath the Surface* », NRG1 a également fait savoir récemment qu'une transparence accrue est nécessaire dans les achats des secteurs minier, pétrolier et gazier. *Beneath the Surface: The Case for Oversight of Extractive Industry Suppliers*.²⁵

En plus de la corruption au cours du processus d'approvisionnement, il arrive que les entreprises des pays d'accueil elles-mêmes adoptent des pratiques contraires à l'éthique, notamment de mauvaises pratiques environnementales, des violations des droits de l'homme et la corruption. Au cours de la dernière décennie - en particulier après l'effondrement de l'usine de confection de Rana Plaza en 2013, où 1 134 travailleurs fabriquant des vêtements pour de grandes marques internationales de vêtements ont trouvé la mort - la pression a augmenté sur les multinationales pour qu'elles s'assurent qu'elles n'achètent pas auprès de fournisseurs ayant des pratiques dangereuses ou contraires à l'éthique. Ces questions sont également posées à l'industrie minière, en particulier par les investisseurs et les agences de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) qui évaluent les entreprises sur leurs pratiques. Les parties prenantes veulent savoir ce que font les sociétés minières pour s'assurer qu'elles ne s'approvisionnent pas auprès de fournisseurs ayant un comportement inadéquat. Aujourd'hui, de nombreux gouvernements de pays avancés commencent à mettre en place de nouvelles réglementations obligeant les entreprises qui y ont leur siège ou qui sont cotées en bourse à mettre en place des systèmes de diligence raisonnable des fournisseurs et à en rendre compte. Par exemple, au début de l'année 2021, le gouvernement allemand a annoncé qu'à partir de 2023, les entreprises allemandes seraient responsables des violations environnementales et sociales commises dans leurs chaînes d'approvisionnement, y compris celles commises par leurs fournisseurs étrangers.²⁶

Cette pression accrue des parties prenantes, ainsi que les nouvelles règles gouvernementales sur la diligence raisonnable des fournisseurs, sont des leviers potentiels clés que les OSC peuvent utiliser dans leur plaidoyer, comme nous le verrons dans la partie 3.

Un message important pour les entreprises opérant à l'étranger : Le cas de Nevsun Resources sur le recours au travail forcé en Érythrée

En octobre 2020, après une bataille juridique de six ans, la société canadienne Nevsun Resources a conclu un accord pour une somme non divulguée, mais « importante ». Trois Érythréens qui avaient fui leur pays cherchaient à obtenir justice pour l'utilisation du travail forcé dans des conditions inhumaines dans la mine de Bisha par l'entrepreneur local de Nevsun, le parti au pouvoir érythréen propriétaire de Segen Construction.

Source : Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme²⁷



Exemple : Le travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement a des répercussions sur des marques populaires comme Apple, Adidas, BMW et Volkswagen

Un exemple récent très marquant est la persécution et le recours au travail forcé de la minorité ethnique musulmane ouïghoure dans la province chinoise du Xinjiang. Des recherches menées par l'Institut Australien de politique stratégique ont révélé que dans la chaîne d'approvisionnement de marques connues, dont Apple, Adidas, BMW et Volkswagen, le travail forcé était utilisé. Cela a provoqué une vague de protestations publiques, en particulier en Allemagne, pays hôte de BMW et Volkswagen. Le Gouvernement allemand travaille actuellement à l'élaboration d'une loi pour des chaînes d'achats équitables, qui obligera les entreprises à définir plus fermement leurs priorités en matière de droits de l'homme et à fournir des stratégies pour les mettre en œuvre dans leurs chaînes d'achats, ainsi qu'à faire rapport sur ces dernières. Des options légales accessibles en Allemagne pour les activités illicites le long de la chaîne d'achats sont également prévues. En outre, des entreprises comme Daimler (Mercedes Benz) réforment considérablement la gestion de leur chaîne d'achats pour la rendre plus durable et plus éthique.

Sources: Australian Strategic Policy Institute²⁸. Handelsblatt²⁹. Business Insider³⁰. Bundesministerium fuer wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung³¹. Tagesschau³². Daimler³³.

Présentation du Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local dans le Secteur Minier (MRAL)

2.1 Qu'est-ce que le MRAL minier et pourquoi est-il important ?

Le Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local dans le secteur minier (MRAL) est un ensemble de divulgations accessibles au public, structuré de manière similaire à la Global Reporting Initiative (GRI), pour aider à normaliser la manière dont les sites miniers rendent compte de leurs efforts et résultats en matière d'approvisionnement local. Il s'agit d'un outil puissant pour les organisations de la société civile, qui leur permet de mieux rendre compte des efforts déployés par les gouvernements et les entreprises pour accroître l'approvisionnement local, de plaider en faveur de processus d'approvisionnement local équitables et transparents, et de contribuer à renforcer la collaboration entre les sociétés minières et les entreprises locales afin de cibler les possibilités d'achats.

Même si l'achat de biens et de services est pratiquement toujours le plus important paiement effectué par un site minier dans les pays hôtes, jusqu'à la mise en place du MRAL minier, le secteur minier ne disposait d'aucun cadre global de partage des informations et de transparence pour fournir ces informations. Reconnaisant ce manque, le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) a soutenu la création du MRAL minier, commandé par le GIZ et rédigé par les ingénieurs.

Sa création a été guidée par un comité directeur (Global Steering committee) composé de représentants du Natural Resource Governance Institute (NRGI), du gouvernement de la Tanzanie, de la Banque mondiale, de la Société Financière Internationale, d'Anglo American, de Deloitte et d'une organisation de fournisseurs au Canada. Afin de déterminer quelles informations seraient demandées par le MRAL minier, une consultation approfondie a eu lieu, ainsi que des consultations étendues dans les pays du Mali, de l'Albanie et de la Mongolie.



Comment cela fonctionne :

Le MRAL minier est un ensemble de divulgations qui guide les informations sur les efforts d'achats locaux et les résultats au niveau du site. Lorsque les sociétés minières produisent des rapports «conformément» au MRAL, elles fournissent toutes les informations demandées dans les divulgations requises par le MRAL - de manière publique. Il existe également des divulgations «encouragées» supplémentaires qui demandent des informations qui peuvent ne pas être applicables à tous les sites miniers dans le monde.

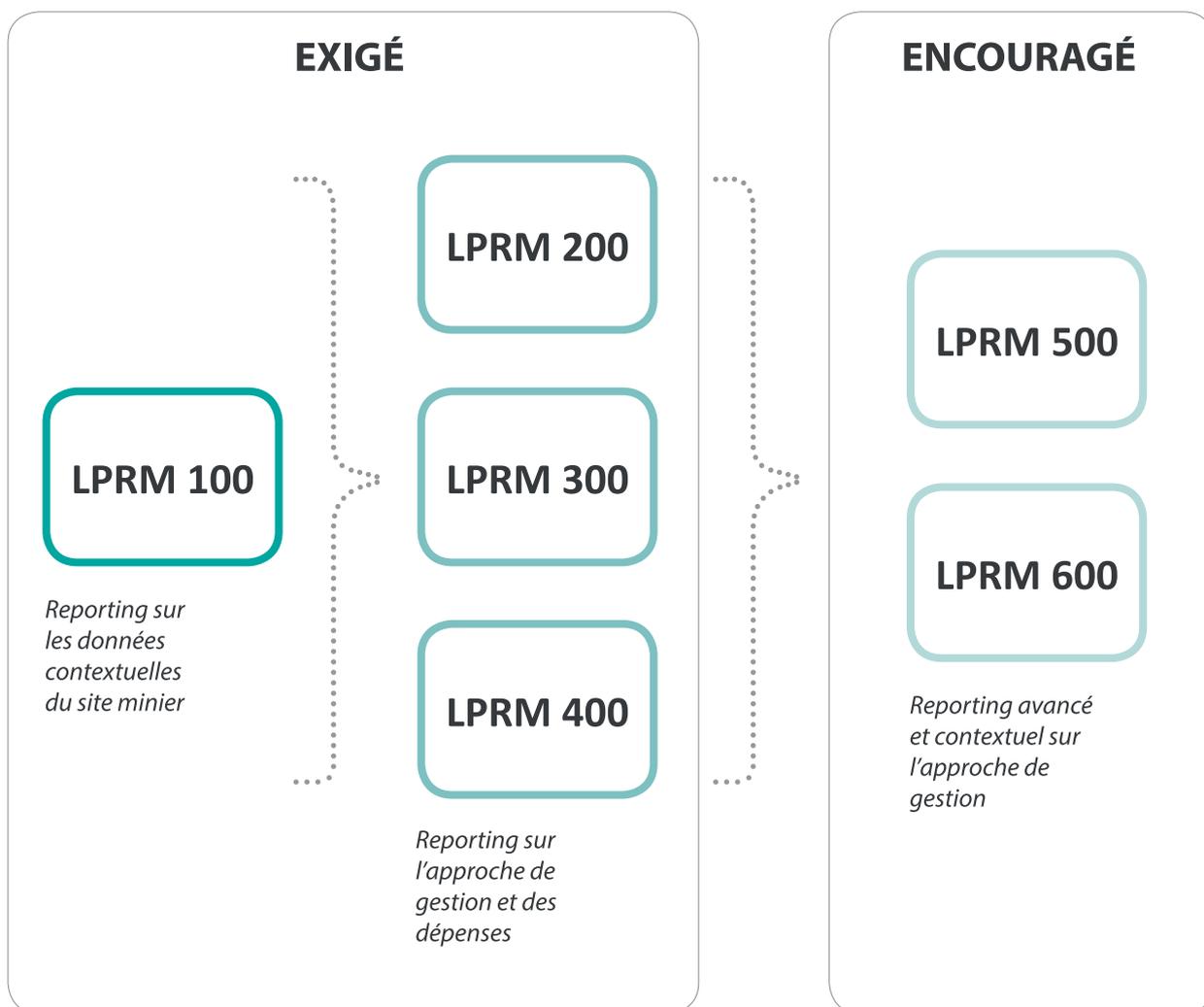


Figure 8 : Les divulgations du MRAL minier, extrait du Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local, page 19³⁴.

Les divulgations du MRAL requièrent des informations à la fois quantitatives et qualitatives sur les efforts et les résultats des achats locaux pour un site minier donné :

- Informations contextuelles de base sur le site minier en question - à quel stade du cycle minier se trouve-t-il ? Combien d'employés et quelle est la durée de vie prévue de la mine ?
- Comment la question des achats locaux est-elle gérée sur le site minier ? Qui est responsable ?
- Informations sur le processus d'approvisionnement local qui expliquent comment il se déroule et qui contacter
- Des données quantitatives sur le montant des dépenses destinées aux différentes catégories de fournisseurs (par exemple, nationaux ou internationaux)
- Les informations sur la diligence raisonnable des fournisseurs et la lutte contre la corruption, qui expliquent comment l'approvisionnement local pour un site minier donné ne s'engage pas dans la corruption ou ne la soutient pas, et comment elle évite d'acheter des biens et des services à des fournisseurs ayant des pratiques problématiques.

DIVULGATION 201 : POLITIQUE EN MATIÈRE DE FOURNISSEURS LOCAUX

L'entité déclarante doit signaler l'existence d'une politique d'approvisionnement local spécifique au site minier et/ou d'autres politiques ou normes de l'entreprise qui incluent l'approvisionnement local.

Remarque : les autres politiques ou normes de l'entreprise peuvent inclure, sans s'y limiter, une politique de la chaîne d'approvisionnement, une politique d'engagement des parties prenantes ou une politique de RSE.

DIVULGATION 202 : RESPONSABILITÉ CONCERNANT LES FOURNISSEURS LOCAUX

L'entité déclarante doit indiquer le nom des départements du site minier responsables des achats locaux.

DIVULGATION 203 : GRANDS ENTREPRENEURS ET FOURNISSEURS LOCAUX

L'entité déclarante doit indiquer si et comment le site minier exige des principaux fournisseurs / entrepreneurs du site minier qu'ils donnent la priorité aux fournisseurs locaux. Expliquer comment l'entité déclarante évalue ses principaux fournisseurs / principaux entrepreneurs sur leur approvisionnement local.

Figure 9 : Quelques-unes des 200 divulgations de la catégorie MRAL qui demandent à une entreprise l'approche des achats locaux. Extrait du Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local, page 20³⁵.

Lorsque les entreprises du pays d'accueil comprennent les processus d'approvisionnement local, elles peuvent améliorer leurs pratiques et leurs systèmes de gestion pour répondre aux besoins de ces processus. Elles peuvent mieux comprendre à qui s'adresser pour connaître les possibilités de achats et les types de soutien qui peuvent leur être proposés. Dans la figure 6 ci-dessous, Ivanhoe Mines présente des informations pratiques sur ses processus d'approvisionnement afin de rendre compte conformément au MRAL :

Mining Local Procurement Reporting Mechanism (LPRM)

Le MRAL minier, développé par l'initiative Mining Shared Value d'Ingénieurs Sans Frontières Canada, est un ensemble de divulgations qui vise à normaliser la façon dont l'industrie minière mondiale et les pays hôtes mesurent et parlent de l'approvisionnement local. Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre rapport sur le développement durable de 2018, Ivanhoe Mines a adopté les normes de pratique publiées dans le LPRM dans le but d'uniformiser nos pratiques d'approvisionnement dans nos trois projets, d'identifier toute lacune potentielle sur des sites de projets spécifiques et de rationaliser nos rapports d'approvisionnement de groupe (voir l'annexe : Alignement sur le mécanisme de rapport d'approvisionnement local minier). Nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe de la valeur partagée de l'industrie minière pour améliorer notre application et notre utilisation de cet outil de reporting.

NORMES DE PRATIQUE EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT LOCAL

Mise en place de politiques locales d'approvisionnement et de lutte contre la corruption	✓	Préférence aux fournisseurs locaux dans la notation des offres	✓
Département dédié responsable de l'ESD (Enterprise and Supplier Development)	✓	Méthodes d'incitation à l'achat local en place	✓
Communication, mise en œuvre et suivi des exigences locales en matière d'approvisionnement local pour les principaux contractants.	✓	Initiatives de formation des fournisseurs en place	✓
Base de données des fournisseurs locaux en place	✓	Initiatives d'entreprise et de développement en place et en expansion	✓
Les exigences d'enregistrement en tant que fournisseur sont largement diffusées	✓	Mesures en place pour encourager les achats auprès de groupes spéciaux locaux (femmes, jeunes et/ou personnes handicapées).	✓
Mécanisme de règlement des litiges avec les fournisseurs en place	✓	Opportunités réservées aux fournisseurs locaux	✓

Au cours de l'année 2019, nous avons concentré nos efforts sur la formulation d'un code de conduite des fournisseurs qui vise à soutenir la conformité sur tous les sites, et à aligner les pratiques et les rapports pour tous les entrepreneurs du site.

Figure 10 : Ivanhoe Mines présente les pratiques d'approvisionnement local dans son rapport de développement durable 2019, page 26³⁶

Vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne mesurez pas

Les engagements des sociétés minières à acheter davantage de biens et de services localement auprès des communautés et de l'économie nationale au sens large, ainsi que les réglementations gouvernementales sur l'approvisionnement local, ne peuvent être évalués sans données. Bien que la Vision Minière Africaine soit en place depuis plus d'une décennie et que de nombreux pays aient adopté des réglementations sur le contenu local qui obligent les entreprises à donner la priorité aux fournisseurs locaux et à les soutenir, il existe encore relativement peu de données publiques sur les sommes dépensées par les différents sites miniers pour l'achat de biens et de services.

Lorsque les sociétés minières établissent des rapports conformément au MRAL - en particulier les Divulgations 301 et 302 - elles fournissent des informations sur le montant des dépenses destinées à différentes catégories de fournisseurs, comme les fournisseurs nationaux par rapport aux fournisseurs internationaux, ou, idéalement, également ventilées entre locaux, nationaux et internationaux. Cela permet à la société civile et au grand public de voir où vont les dépenses d'achat et de voir si elles augmentent ou diminuent chaque année.

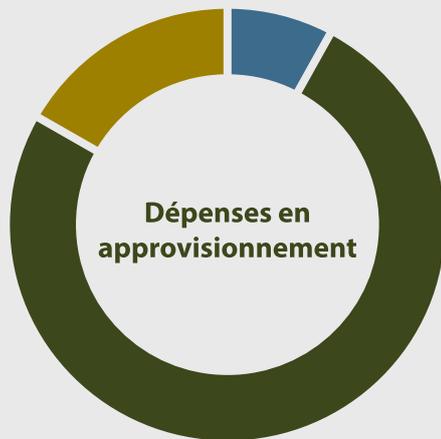


\$152M

En approvisionnement
au Ghana

\$15M

En approvisionnement local



8.1%

Local

75.5%

Autre Ghana

16.4%

International

Figure 11 : En utilisant le MRAL minier, Golden Star Resources au Ghana établit un rapport conformément au MRAL et indique le montant des dépenses qui vont à trois catégories de fournisseurs : « Local », « Autre Ghana » signifie national mais en dehors de cette zone locale et « international » (biens et services fournis par des entreprises internationales), page 34³⁷

Certaines entreprises vont même plus loin et montrent où vont leurs dépenses en termes de différents types de biens et services. Cela permet aux fournisseurs, aux pouvoirs publics et aux autres parties prenantes de comprendre où se trouvent les meilleures opportunités de fourniture qui pourraient se présenter à l'avenir. Pour augmenter l'approvisionnement local, il faut d'abord cibler les bons biens et services, et ce niveau de détail est donc très utile pour que chacun comprenne comment créer ces liens.

APPROVISIONNEMENT

Tous les chiffres en USD

	2017		2018		2019
	SÉNÉGAL	SÉNÉGAL BURKINA FASO	SÉNÉGAL	BURKINA FASO	
Approvisionnement par origine					
Local	N/A	N/A	N/A	441 432	911 814
Régional	N/A	N/A	N/A	1 522 707	1 244 961
Détenu au niveau national	38 675 000	42 932 000	15 074 000	48 074 115	21 166 546
Filiales nationales	97 619 000	98 756 000	32 732 000	82 650 058	51 831 183
Total national	136 294 000	139 688 000	47 806 000	132 688 312	75 154 504
Approvisionnement total	164 238 000	180 574 000	121 119 000	216 624 264	123 703 160
Approvisionnement par catégorie					
Construction	2 985 000	1 030 000	26 564 000	3 610 353	37 347 869
Équipement industriel, Pièces de rechange et maintenance	8 240 000	10 158 000	188 000	575 029	4 065 278
Services et équipement miniers	53 978 000	46 640 000	275 000	39 457 706	4 331 850
Personnel	8 120 000	7 779 000	4 106 000	17 197 029	3 536 053
Transport et logistique	7 482 000	7 996 000	3 444 000	6 666 083	7 017 594
Utilitaires	36 671 000	45 431 000	0	1 906 634	10 636
Autres services B2B	5 002 000	7 106 000	6 652 000	12 929 943	10 385 429
Véhicules : location, pièces de rechange et maintenance	526 000	576 000	352 000	1 834 599	1 011 398
Biens généraux et fournitures	9 479 000	9 971 000	6 224 000	48 510 935	7 448 399
Total approvisionnement national	135 483 000	139 687 000	47 805 000	132 688 312	75 154 504

Figure 12 : Teranga Gold utilise les informations 301 et 302 du MRAL pour montrer une répartition détaillée entre plusieurs catégories de fournisseurs locaux, et montre également qu'une grande partie des dépenses va à neuf catégories de biens et services. Ces informations peuvent être utilisées par les entreprises locales et nationales pour comprendre où se trouvent les possibilités d'achats, et peuvent aider le gouvernement à élaborer des politiques et à investir dans l'éducation et les infrastructures pour cibler les bonnes opportunités, page 61³⁸

Le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement local dans le secteur minier est un bien public

- un outil que toutes les parties prenantes peuvent utiliser pour accroître les informations sur cet énorme avantage économique potentiel de l'exploitation minière, et pour les normaliser afin qu'elles soient comparables entre les sites miniers et que tout le monde utilise le même langage. Bien que les sociétés minières fournissent en fin de compte les informations demandées par les divulgations du MRAL, l'objectif du cadre est de permettre à toutes les parties d'un système minier national de comprendre et d'utiliser les données pour travailler ensemble.

Le schéma ci-dessous montre comment les différents acteurs d'un système minier national utilisant les informations du MRAL peuvent collaborer.

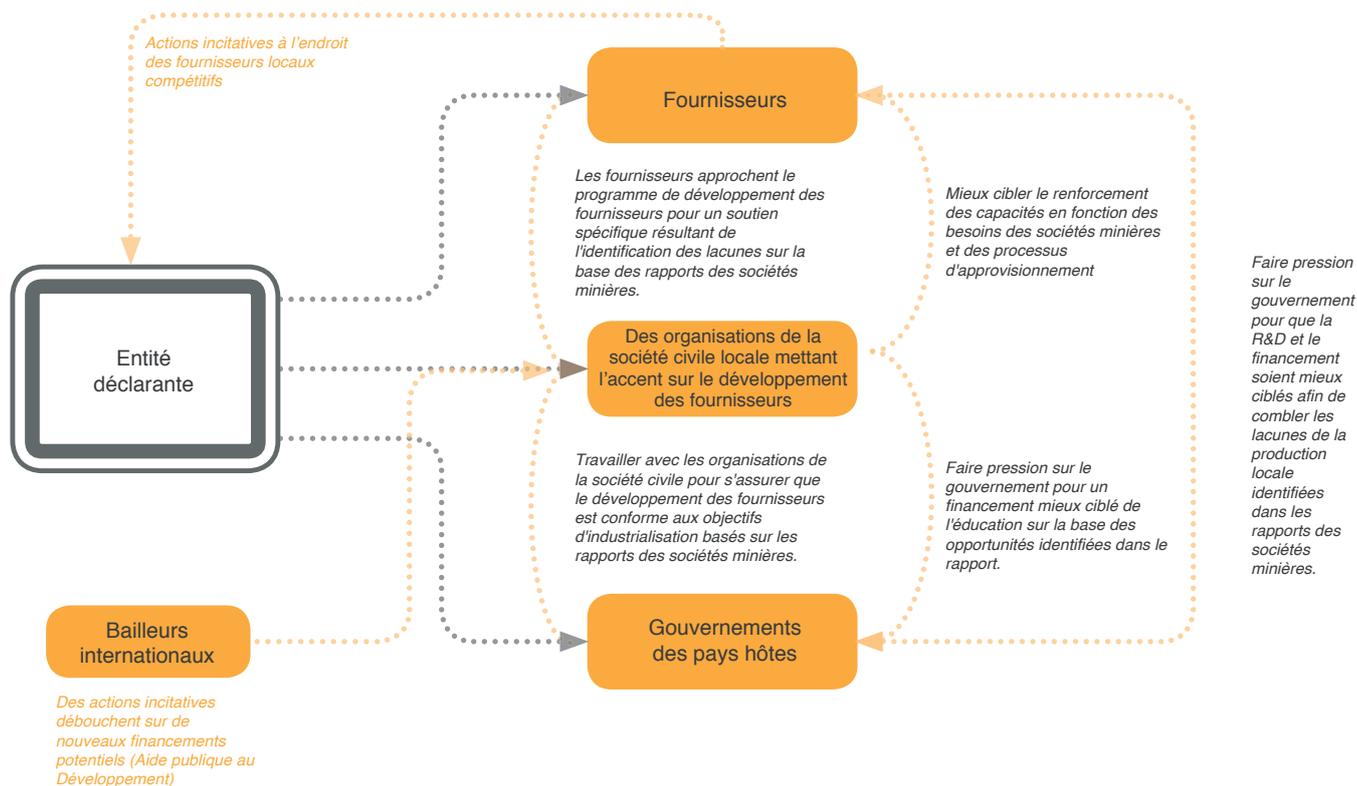


Figure 13 :Aperçu du potentiel des rapports pour éclairer la prise de décision et accroître la collaboration entre certains acteurs locaux. Extrait du MRAL, page 13³⁹

2.2 Où trouver des informations sur l'approvisionnement local des sociétés minières

Pour commencer, il est important de comprendre où les informations publiques sur l'approvisionnement local d'une société minière peuvent déjà être disponibles. En incitant les entreprises et le gouvernement à produire davantage d'informations sur le niveau des achats locaux du secteur minier, la société civile devrait pouvoir démontrer qu'elle a enquêté sur ce qui est disponible.

Où l'information publique sur les achats d'un site minier peut être disponible :

- Le bureau des relations avec la communauté pour le site minier sous la forme de dossiers d'information et d'autres documents
- Le site web de la société minière qui exploite un site minier donné
- Un site web portail pour les fournisseurs, spécialement conçu pour l'entreprise, où les fournisseurs peuvent s'inscrire et accéder aux appels d'offres.
- Un portail fournisseur multipartite où de nombreuses entreprises du secteur privé cherchent à fournir des informations sur les possibilités de achats et à publier des appels d'offres au même endroit. Par exemple, « Invest in Africa (IIA) » est une ONG qui gère des portails de fournisseurs dans de nombreux pays d'Afrique, dont le Kenya, le Ghana, le Sénégal et la Mauritanie
- Les sites web des chambres des mines, par exemple le portail d'information de la chambre des mines du Ghana sur le contenu local
- Société minière gouvernementale si elle exploite plusieurs mines.
- Par exemple, la société minière nationale zambienne, « ZCCM Investments Holdings », dispose d'une page « Approvisionnement » pour les informations et les appels d'offres dans les différentes mines qu'elle exploite.

Pourquoi les entreprises peuvent déjà choisir de partager des informations sur l'approvisionnement local :

Heureusement, de nombreuses sociétés minières font déjà preuve de leadership en Afrique et partagent certaines informations sur leurs pratiques et leur impact en matière de achats locaux.

Outre le fait d'aider les fournisseurs locaux à comprendre le processus d'approvisionnement, les sociétés minières peuvent avoir de nombreuses motivations différentes pour fournir des informations sur les montants qu'elles dépensent pour l'approvisionnement local dans les pays hôtes, ainsi que sur les types de processus qu'elles utilisent, notamment :

- Pour démontrer leurs impacts positifs dans les communautés d'accueil et les zones les plus touchées par leurs activités, pour établir et maintenir leur licence sociale d'exploitation (social licence to operate, SLTO) ;
- Tenter de montrer au gouvernement et au grand public qu'ils créent des impacts positifs dans le pays d'accueil. Parfois, ils le font dans le cadre de négociations avec les gouvernements sur des questions telles que les taux d'imposition, en essayant de faire valoir que des taux d'imposition plus élevés peuvent limiter leur capacité à opérer et donc, diminuer les avantages qu'ils créent par le biais des achats locaux.
- Pour répondre aux besoins de la réglementation sur le contenu local qui exige de fournir des informations sur les dépenses liées aux achats locaux et les efforts déployés pour soutenir les fournisseurs locaux. Le Ghana et la Tanzanie sont deux pays où les sociétés minières doivent fournir des plans d'achats locaux et rendre compte des progrès réalisés chaque année - bien que dans les deux cas, ces plans et ces rapports soient directement transmis au gouvernement et ne soient pas accessibles au public.
- Fournir les informations demandées par les investisseurs et les agences de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) qui veulent évaluer si l'entreprise est une entreprise citoyenne responsable - avec d'énormes implications sur la capacité de l'entreprise à rechercher des investissements ;
- Pour répondre aux exigences des normes de durabilité et de reporting qu'elles peuvent utiliser. Par exemple, les entreprises membres du World Gold Council doivent suivre les principes d'extraction responsable de l'or (Responsible Gold Mining Principles, RGMP), qui exigent qu'elles aient une politique de chaîne d'achats accessible au public.
- Pour obtenir des scores et des classements plus élevés dans les classements externes. Par exemple, l'indice d'exploitation minière responsable évalue chaque année un échantillon des plus grandes sociétés minières du monde, et l'approvisionnement local est l'un des domaines dans lesquels la méthodologie crée un score pour chaque société.

Principe 3 – Chaîne d’approvisionnement : une des conditions de collaboration avec nos fournisseurs est de conduire leurs entreprises avec éthique et responsabilité

Politique de Chaîne d’approvisionnement

3.1 Nous adoptons et publions une Politique de Chaîne d’approvisionnement ; et appuyons nos sous-traitants et fournisseurs à agir avec responsabilité et éthique, sécurité, santé, respects des droits humains, respect des normes sociales et environnementales, à l’image de nos propres exigences internes.

Approvisionnement local

3.2 Nous allons promouvoir à l’endroit des entreprises locales l’accès aux opportunités qu’offrent nos activités avec tout moyen approprié. Nous allons renforcer leurs capacités afin qu’elles soient des fournisseurs compétitifs.

Figure 14 : Principe 3 des principes d'extraction responsable de l'or, Conseil Mondial de l'or, page 5⁴⁰.

Plaidoyer en faveur de l'utilisation du Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local dans le Secteur Minier (MRAL) dans vos industries extractives

Les premières sections de ce rapport ont souligné l'importance de l'approvisionnement local et du MRAL. Cette section fournira des outils pratiques montrant comment les OSC peuvent plaider pour l'utilisation du MRAL dans leurs industries extractives afin de contribuer à un approvisionnement local efficace qui conduira à un développement inclusif basé sur les ressources.

3.1 Pourquoi devriez-vous plaider en faveur de l'utilisation du Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local dans le secteur minier (MRAL) ?

Le Mécanisme de reporting sur l'approvisionnement local dans le Secteur Minier (MRAL) est un outil de promotion et d'augmentation des achats locaux dans les industries extractives. Comme nous l'avons montré dans la première partie, l'approvisionnement local, en tant que type de liens en amont, devraient être de plus en plus mis en avant.

Pourquoi l'approvisionnement local devrait-il être placé sous le feu des projecteurs pour une gouvernance efficace des ressources ?

1. Le potentiel financier des achats dans les activités minières est immense (voir 1.2)
2. Ces opportunités économiques, lorsqu'elles sont saisies au niveau local, peuvent transformer les moyens de subsistance et contribuer à un développement inclusif basé sur les ressources, à la diversification et à la réduction du chômage et de la pauvreté des jeunes.
3. Cela peut contribuer à apaiser les tensions et à créer une paix sociale et de meilleures relations entre les communautés minières et les sociétés minières (voir ci-dessous)
4. En définitive, ces facteurs contribuent à inverser les phénomènes de la malédiction des ressources et des enclaves.

Pourquoi le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local dans le Secteur Minier en Afrique ?

La section précédente a présenté le MRAL et la façon dont il fournit des informations statistiques sur l'approvisionnement local, ainsi que des informations pratiques sur les processus d'approvisionnement. Ce rapport a montré que les objectifs ultimes du MRAL sont d'améliorer les performances des entreprises en matière d'achats locaux, de donner aux fournisseurs des pays hôtes, aux gouvernements et aux autres parties prenantes les moyens d'agir et d'accroître la transparence des achats afin d'améliorer la gouvernance.

Le contexte de l'Afrique met en évidence des facteurs régionaux spécifiques et un ensemble d'urgences particulières qui renforcent encore la nécessité d'améliorer les pratiques d'approvisionnement par l'utilisation du MRAL :

1. Un modèle de reporting standardisé sur l'approvisionnement local. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique subsaharienne réforment actuellement leurs codes miniers et mettent en œuvre des politiques de contenu local (voir encadré ci-dessous). Souvent, la législation actuelle et à venir demande aux sociétés minières de fournir des informations sur les achats. Au lieu que chaque gouvernement passe par un processus de création de mécanismes, de directives et de modèles de rapports, le MRAL est prêt à être appliqué. Cela permet d'économiser du temps et des ressources, et évite à chaque site minier/société/pays de créer ses propres mécanismes qui pourraient être incomplets et donc limiter la comparabilité. Mais aussi, pour informer la politique, des données sont nécessaires. Les OSC et les sociétés minières qui ont une meilleure vue d'ensemble de la situation actuelle peuvent utiliser ces données pour suivre les progrès, comparer les sites miniers et plaider pour l'adaptation des politiques en conséquence.

Un modèle standardisé de rapport sur l'approvisionnement local à l'heure des réformes du contenu local

Aperçu de nos consultations

Guinée : Le gouvernement a continué à développer sa stratégie de contenu local par le biais de nombreux textes d'application juridique (voir extraits du code minier ci-haut). L'accent est désormais mis sur la mise en œuvre des dispositions légales, ainsi que sur les processus de suivi et de responsabilisation en cas de non-respect. Le code minier guinéen stipule que le ministère des Mines est censé publier les données relatives aux achats passés par les sociétés minières. Cette publication n'a pas encore eu lieu, et les processus sont encore en cours de finalisation.

2. Le MRAL gagne déjà du terrain en Afrique subsaharienne, y compris en Afrique de l'Ouest. Le MRAL est utilisé pour faire des rapports sur cinq sites miniers au Sénégal, au Burkina Faso, en Afrique du Sud, en République démocratique du Congo et au Ghana. Les conversations avec les sociétés minières se poursuivent et le MRAL continue de recevoir un soutien massif de la part des différentes parties prenantes. Il a été prouvé que le MRAL, dans sa forme actuelle, est suffisamment adaptable en Afrique de l'Ouest et au-delà et qu'il est accepté par les sociétés minières, les gouvernements et les organisations telles que l'ITIE.
3. Les pays de l'ITIE commencent à inclure des informations sur l'approvisionnement local dans leurs rapports : En mars 2018, 24 pays ITIE avaient déjà collecté des informations sur le contenu local, y compris sur l'approvisionnement local. En octobre 2019, le Conseil mondial de l'ITIE a convenu de commencer à explorer la manière dont l'ITIE pourrait partager les meilleures pratiques en matière de transparence des achats, en réponse aux demandes continues des différents pays membres. Les progrès dans ce domaine ont été ralentis par la pandémie de coronavirus, mais dans l'intervalle, de nombreux pays membres de l'ITIE vont de l'avant et collectent des informations sur les achats de l'industrie extractive, comme l'ITIE Sénégal qui a lancé son premier rapport de réconciliation pour 2018, en décembre 2019. Pour les pays ITIE souhaitant inclure des données sur les achats locaux du secteur minier (et pour le secteur pétrolier et gazier - voir ci-dessous), le LPRM reste un mécanisme approprié utilisable immédiatement.

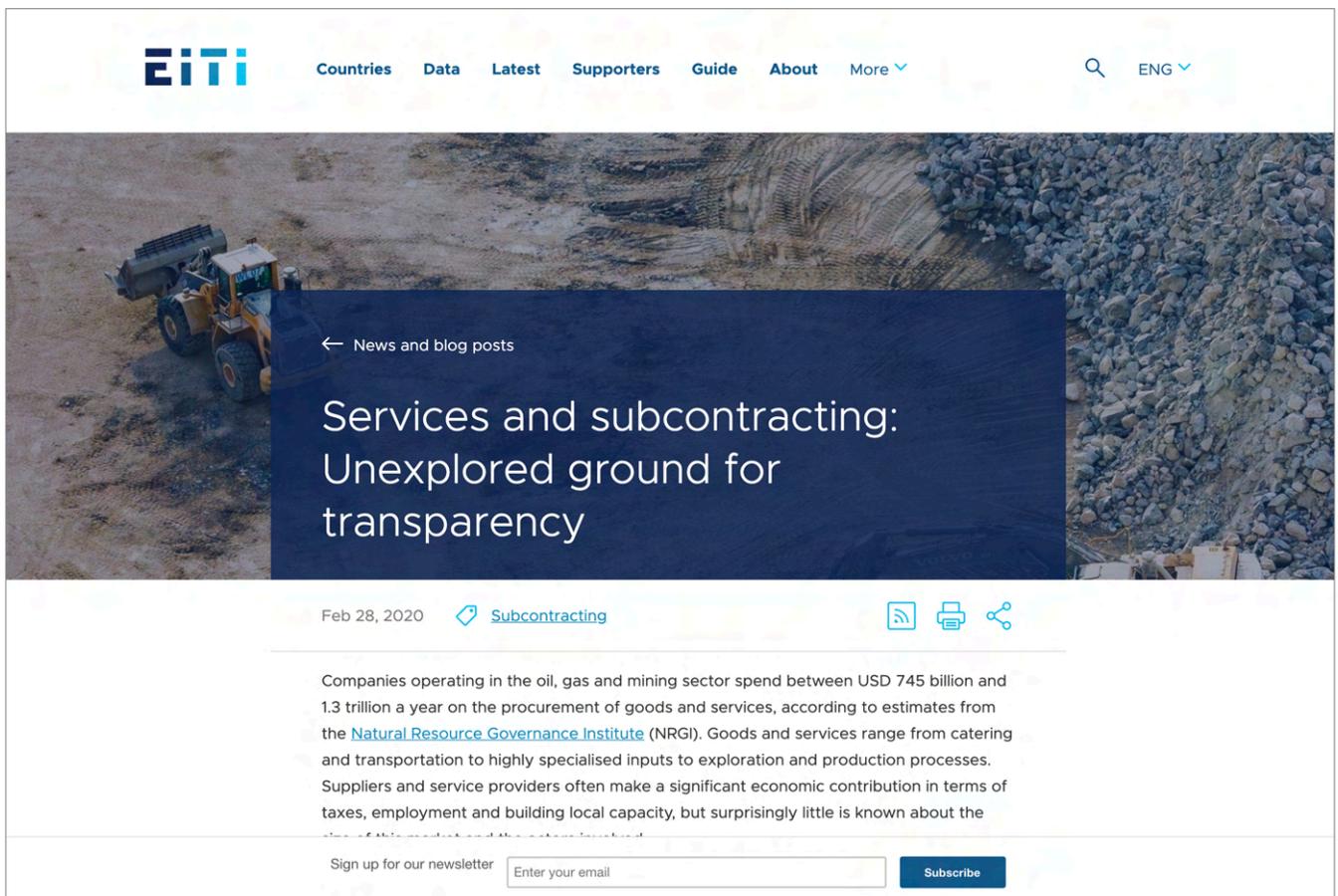
Rapport sur l'ITIE et l'approvisionnement local au Sénégal

Exemple de pays

L'ITIE Sénégal est un parfait exemple du reporting sur l'approvisionnement local. Les rapports de 2018 et 2019 comprennent des données sur les dépenses d'achats des sociétés minières, pétrolières et gazières, ventilées par fournisseurs nationaux et internationaux. Les rapports fournissent également un aperçu des réglementations sur le contenu local dans le secteur des mines et des hydrocarbures.

Catégorie	Nombre Fournisseurs	Cumul Paiements Fournisseurs en 2018 (en Million FCFA)
Nationaux	4 040	444 994
Non Nationaux	1 785	554 644
Total secteur extractif	5 825	999 638

Figure 15 : Exemple de rapport sur l'approvisionnement local, Rapport ITIE Sénégal 2018



The screenshot shows the EITI website interface. At the top, there is a navigation menu with links for Countries, Data, Latest, Supporters, Guide, About, and More. A search icon and 'ENG' language selector are also present. The main content area features a large background image of a mining site with a yellow loader. Overlaid on this image is a dark blue box containing the article title 'Services and subcontracting: Unexplored ground for transparency' and a back arrow with the text 'News and blog posts'. Below the title, the date 'Feb 28, 2020' and the category 'Subcontracting' are displayed. There are also icons for RSS, print, and share. The article text begins with 'Companies operating in the oil, gas and mining sector spend between USD 745 billion and 1.3 trillion a year on the procurement of goods and services, according to estimates from the Natural Resource Governance Institute (NRGI). Goods and services range from catering and transportation to highly specialised inputs to exploration and production processes. Suppliers and service providers often make a significant economic contribution in terms of taxes, employment and building local capacity, but surprisingly little is known about the...'. At the bottom, there is a newsletter sign-up form with the text 'Sign up for our newsletter', an input field for 'Enter your email', and a 'Subscribe' button.

Figure 16 : Blog post ITIE sur les services et la sous-traitance : Un terrain inexploré pour la transparence⁴¹

Approvisionnement local et ITIE

- **Mars 2018** : 24 pays collectent des informations sur le contenu local. Et l'approvisionnement local est l'un des domaines couverts par certains de ces rapports.
- **Mars 2019** : la norme ITIE 2019 encourage les entreprises publiques des industries extractives à décrire les règles et pratiques d'approvisionnement et à s'engager dans des processus d'approvisionnement (y compris la «due diligence»)
- **Septembre 2019** : la note d'orientation pour une mise en œuvre de l'ITIE sensible au genre encourage l'utilisation de données sur les achats des entreprises appartenant à des femmes et de données sur l'emploi ventilées par sexe. Le rapport inclut le MRAL comme exemple d'approche efficace.
- **Octobre 2019** : le document de discussion de l'ITIE en vue de la réunion du conseil d'administration de l'ITIE déclare que la sous-traitance est le risque que l'ITIE n'a toujours pa résolu.
- **Octobre 2019** : le conseil d'administration de l'ITIE décide de commencer à explorer comment l'ITIE pourrait partager les meilleures pratiques en matière de transparence des achats
- **Février 2020** : L'ITIE présente les pays membres qui collectent et communiquent des informations sur l'approvisionnement local dans leur blog services et sous-traitance : un terrain inexploré pour la transparence, qui inclut également le MRAL minier.

Sources : L'ITIE et les possibilités d'accroître la transparence du contenu local, rapport mars 2018⁴² ; Le rôle de l'ITIE dans la lutte contre la corruption, rapport octobre 2019⁴³ ; Norme ITIE 2019⁴⁴ ; Note d'orientation 30 - vers une mise en œuvre de l'ITIE sensible au genre, juillet 2019⁴⁵ ; Blog post three takeaways from Addis-Ababa, octobre 2019⁴⁶ ; Blog post services and subcontracting : unexplored ground for transparency, février 2020⁴⁷



4. **Le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local dans le Secteur Minier (MRAL) renforce la vision minière africaine.** La Vision minière africaine, créée en 2009, a amorcé un processus d'industrialisation de l'Afrique. Depuis lors, de nombreux pays ont suivi cette vision et ont commencé à transformer leurs industries extractives en économies plus localisées et dynamiques qui visent à créer autant de liens que possibles. Toutefois, plus de dix ans après le début de ce projet, il n'existe toujours pas de mesure publique permettant d'évaluer l'ensemble le plus important de liens - les liens en amont. Le MRAL est un outil qui permet de fournir des informations sur l'approvisionnement local qui, en fin de compte, permettent de mesurer les liens en amont.

5. **Le MRAL pour des chaînes d'approvisionnement local plus résilientes.** La pandémie de Covid-19 a révélé à quel point les chaînes d'achats internationales complexes peuvent être vulnérables. Le MRAL permet aux entreprises d'analyser leurs pratiques d'approvisionnement et de trouver des opportunités pour améliorer et localiser leurs stratégies d'approvisionnement afin de rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus résilientes en cas de perturbations mondiales.



3.2. Options de plaidoyer

Différents canaux de plaidoyer pour les OSC

1. Recommander à une société minière l'utilisation du Mécanisme de Reporting Sur l'Approvisionnement Local dans le secteur minier (MRAL)

Entrer en négociation avec la compagnie minière et les communautés. Proposer aux compagnies minières d'utiliser le MRAL en cas de conflits communautaires lorsqu'il y a des demandes d'augmentation de l'emploi et des achats locaux. Informer sur le MRAL, créer des polycopies sur l'approvisionnement local et le MRAL et les partager largement avec les principaux acteurs des communautés (gouvernement local, bureau de développement communautaire, chefs traditionnels et religieux, personnes ayant des contacts avec les compagnies minières).

Les images ci-dessous montrent des exemples de rapports sur les achats et des informations sur les processus d'approvisionnement fournies par les sociétés minières.

How to become a supplier with Anglo American

Please Note: Anglo American and De Beers Group are completing our migration to our new Supplier Management Platform, the Ariba Supplier Lifecycle and Performance (SLP) module.

Are you a supplier who is interested in doing business with us?

If you are a Prospective Supplier (or Seller) interested in pursuing opportunities with Anglo American and / or De Beers Group, please familiarise yourself with the following:

- Learn about [our business](#) and understand [our expectations](#) of Suppliers
- Learn more about our approach to [Responsible Sourcing](#)

What to do next?

Interacting via digital platforms, such as the Ariba Network has become the way Anglo American and / or De Beers Group conducts business with our Suppliers.

- If you want to know more about how to become a supplier, please go to our [online tutorials](#)
- When you are ready to express your interest in doing business with us, please click [here](#)
- To access our Supplier Support page, click [here](#)

Figure 17 : Exemple d'informations sur les fournisseurs publiées par Anglo American. Voir site web, section fournisseurs⁴⁸

ERG AFRICA

Our Business Operations & Assets Sustainability Media Careers Procurement

Overview

We value our suppliers and view them as business partners

The aim of our procurement approach is to maximise value to our business, whilst maintaining partnerships in strategic areas of spend. We apply a standard sourcing methodology, which does not tolerate poor safety, labour or business practices and which sets the foundation for our business relationship with a prospective supplier.

Supplier Code of Conduct

- Code of Conduct
 - English | French

Procurement Standard Terms and Conditions

<p>Boss Mining</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English French Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Central Supply Function</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Chambishi Metals</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English Services <ul style="list-style-type: none"> English
<p>Congo Cobalt Cooperation</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English French Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Frontier Mine</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English French Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Metalkol RTR</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English French Services <ul style="list-style-type: none"> English
<p>SABOT</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Total Mining</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English Services <ul style="list-style-type: none"> English 	<p>Zambia</p> <ul style="list-style-type: none"> Goods <ul style="list-style-type: none"> English Services <ul style="list-style-type: none"> English

Figure 18 : Exemple d'informations destinées aux fournisseurs par ERG Africa Source : Site web de l'ERG Afrique. Voir site web, section Approvisionnement.⁴⁹

Gold Fields THIS IS GOLD FIELDS OPERATIONS SUSTAINABILITY INVESTORS AND MEDIA PEOPLE AND CAREERS SUPPLIERS CONTACT US

Shared value creation

Host Community Procurement And Employment

Gold Fields aims to support the host communities in which we operate by (wherever possible) incorporating local content as part of our supply chain.

In the South African region, the focus is on integrating broad-based, black economic empowerment principles in line with the South African Mining Charter as part of the supply chain. These suppliers are regularly monitored and reported on in terms of their ownership structure.

At Gold Fields, we are committed to working with trusted organizations and extending our buying footprint to support small-to-medium suppliers in our host communities. Suppliers can contribute to the creation of shared value by employing local workers and/or engaging locally owned suppliers as part of their supply chains.



Online supplier registration

Be One South Africa (BISA)

At Gold Fields in South Africa, we use the Be One South Africa (BISA) network to capture online supplier registration information. For further information, please visit: <https://goldfields.bisa.co.za/Account/Login>

Figure 19 : Exemple d'informations destinées aux fournisseurs de Gold Fields South Africa. Source : Site web de Gold Fields, section des fournisseurs⁵⁰

SOCIAL – Lasting Value

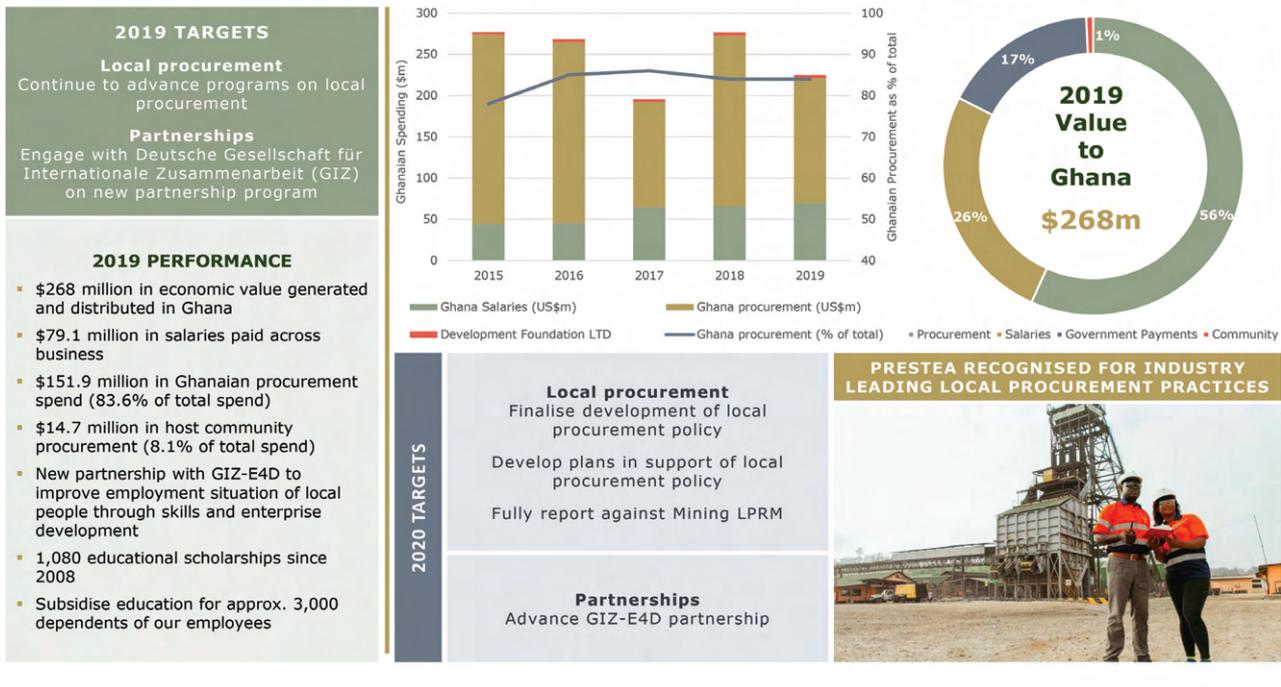


Figure 20 : Reporting sur l'Approvisionnement Local conformément au MRAL. Exemple de Golden Star Ghana : Rapport de performance RSE et ESG 2019 de Golden Star⁵¹

2. Plaider en faveur de l'utilisation du MRAL dans la réglementation nationale

Dans les campagnes adressées au gouvernement, demandez à ce que le MRAL soit utilisé comme ressource d'orientation lors de l'élaboration des politiques d'approvisionnement local et des mécanismes de suivi et d'évaluation. Lors des négociations pour l'obtention de nouveaux sites miniers, insistez sur l'inclusion de l'utilisation du MRAL par l'entreprise ou de l'établissement de rapports selon les normes MRAL à l'intention du gouvernement qui rendra ensuite ces informations publiques. L'inclusion du MRAL dans les contrats pour les nouvelles licences est une mesure efficace. Lorsqu'il existe déjà des règles pour créer des plans d'approvisionnement local et des rapports (comme en Guinée et au Ghana, voir ci-dessous), le MRAL peut être utilisé comme ligne directrice. Les OSC peuvent rappeler aux gouvernements les avantages des rapports publics (voir section 1) et faire pression pour que ces informations soient disponibles.

Plaider pour l'utilisation du MRAL dans la réglementation nationale

Exemple de pays : Ghana

La réglementation ghanéenne sur les minéraux et les mines de 2012 (L.I. 2173) comprend des règles claires sur les achats. Il s'agit notamment de :

Règlement 2 - Achats en produits locaux

(2) Le prestataire de services de soutien aux mines, le titulaire d'un droit minier ou d'une licence d'exportation ou de commerce de minéraux doit soumettre à la Commission, pour approbation, un plan d'approvisionnement conformément au paragraphe (1).

(5) Le plan d'approvisionnement comprend (a) des objectifs pour les marchés locaux couvrant au moins les articles spécifiés dans la liste des marchés locaux prévue à la sous-règne 10 ; (b) des perspectives pour les marchés locaux ; et (c) un soutien spécifique aux fournisseurs ou aux prestataires ainsi que d'autres mesures visant à développer l'offre de biens et de services locaux, y compris l'élargissement de l'accès aux opportunités et l'assistance technique et financière.

Source : Règlement (général) sur les minéraux et l'exploitation minière au Ghana, 2012 (L.I. 2173)⁵²

Plaidoyer pour l'utilisation du Mécanisme de Reporting sur l'approvisionnement Local dans le Secteur Minier dans la réglementation nationale

Aperçu de nos consultations

Burkina Faso : Le gouvernement a lancé une stratégie nationale de contenu local en 2020. Un nouveau décret est en cours d'élaboration (novembre 2020) qui définit des quotas obligatoires de marchés locaux et une liste d'interdiction d'importation pour certains biens. Des mécanismes de sanction sont également à l'étude. Mais tout cela est encore en cours de finalisation. PCQVP Burkina a partagé des informations sur le MRAL lors de ses conversations sur le contenu local avec le gouvernement.

3. Plaider en faveur de l'utilisation du Mécanisme de Reporting sur l'approvisionnement Local dans le Secteur Minier (MRAL) dans les pays membres de l'ITIE

Inclure le MRAL et l'approvisionnement local dans les discussions et les campagnes avec l'ITIE. Plaider pour que les rapports sur les achats utilisent le modèle du MRAL comme orientation dans les rapports de l'ITIE. Entamer des conversations avec l'ITIE afin de promouvoir la création d'un groupe de travail sur l'approvisionnement local. Les données sur les achats suivant la norme du MRAL peuvent informer un tel groupe de travail dans les groupes multipartites et informer et influencer efficacement la prise de décision. Sans données disponibles, et sans groupe de travail spécialement dédié, les discussions et les plans d'action risquent d'être trop vagues et trop généraux.

Plaider pour le MRAL dans les pays membres de l'ITIE

Aperçu de nos consultations

Sénégal : le pays dispose d'une stratégie de contenu local définie pour le secteur des hydrocarbures. Diverses structures ont été mises en place par le gouvernement pour accroître l'approvisionnement local. Toutefois, le secteur minier ne dispose pas encore d'une stratégie globale de contenu local, et les deux industries ne disposent pas encore de rapports d'achats largement diffusés au public. Dans ses rapports, l'ITIE Sénégal a utilisé le MRAL comme guide pour l'élaboration de rapports sur les achats (voir l'encadré page 37). La coalition PCQVP Sénégal participe à des campagnes visant à créer une stratégie de contenu local pour le secteur minier. Cet exemple est un cas idéal où les coalitions de PCQVP et d'autres OSC peuvent collaborer avec l'ITIE non seulement pour aider le gouvernement à réformer la réglementation sur le contenu local, mais aussi en utilisant l'ITIE comme structure pour réaliser des rapports sur l'approvisionnement local.

4. Mobiliser des associations de l'industrie minière et autres acteurs

Identifier les acteurs qui ont accès aux compagnies minières et qui ont un pouvoir de négociation. Il s'agit par exemple de la Chambre des mines, mais aussi des investisseurs. La Société financière internationale (SFI), par exemple, est souvent impliquée dans le financement des sites miniers, et l'institution a contribué à l'amélioration des pratiques d'approvisionnement. Les bureaux nationaux de la SFI peuvent être des partenaires utiles.

Les associations de l'industrie minière et les autres acteurs

Exemple de pays : Guinée

En Guinée, de nombreux acteurs sont impliqués dans la création et la mise en œuvre d'une nouvelle législation sur le contenu local. L'un des principaux éléments consiste à favoriser l'approvisionnement local. La SFI est un partenaire majeur qui aide le ministère des Mines et les sociétés minières à établir et à mettre en œuvre des stratégies d'approvisionnement local. La Bourse de Sous-Traitance et de Partenariats (BSTP) est un autre acteur important qui se veut un outil pour stimuler l'approvisionnement local. La Guinée, en tant que membre de l'Union du fleuve Mano, fait également l'objet d'un projet régional en cours en Afrique de l'Ouest, appuyé par la GIZ, qui comprend des études et des analyses de contenu local dans des outils tels que la BSTP.

3.3. Comment faire le plaidoyer

Étape 1 : collecter les informations utiles

- ✓ Avoir un aperçu de la législation
- ✓ Identifier les acteurs clés
- ✓ Rassembler des données sur les achats
- ✓ Identifier les partenaires pour plaider ensemble
- ✓ Se familiariser avec les documents clés sur l'approvisionnement local et les études antérieures

Sommaire – Secteur minier du Ghana



Points clés

- Le cadre du contenu local est brièvement défini dans la législation minière, et plus de détails sont fournis dans les règlements généraux sur l'exploitation minière. Contrairement au secteur pétrolier ghanéen, il n'existe pas de réglementation consacrée au contenu local.
- Le cadre relatif au contenu local est axé sur le développement de l'emploi local et des achats locaux.
- Les entreprises doivent demander un quota d'immigration pour les employés expatriés, qui ne sera pas accordé si un Ghanéen peut occuper le poste en question.
- La Commission des minéraux est tenue d'établir et de maintenir une liste d'achats locaux, mise à jour chaque année, qui indique les biens et services qui doivent être achetés au Ghana.

✓	Exigences en matière d'emploi
✓	Exigences en matière d'approvisionnement
✓	Exigences en matière de formation
✗	Exigences en matière de transfert de technologie
✓	Mécanismes de suivi et de contrôle
✗	Obligations du gouvernement en matière d'appui aux programmes des entreprises

Figure 21 : Exemple de recherche sur l'approvisionnement local.

Source : Recherche sur le contenu local au Ghana par le « Columbia Center on Sustainable Investment », page 4⁵³

Comment avoir un aperçu de la législation

Il est important d'avoir une vue d'ensemble de la législation existante qui est pertinente pour l'approvisionnement local, et qui pourrait contenir des informations et des exigences à ce sujet. Si, à l'époque, il était courant de se rendre dans les ministères et de collecter manuellement les documents, une grande partie de ces informations sont désormais accessibles en ligne.

Un aperçu de la législation minière est fourni par le site web de l'**Atlas de la législation minière africaine**.⁵⁴ Il contient des résumés par pays, ainsi que tous les documents juridiques accessibles au public.

AMLA AFRICAN MINING LEGISLATION ATLAS

COUNTRY: Select Country TOPIC: Scope COMPARE

PRIMARY LEGISLATION
PRIMARY REGULATION
RELATED LEGISLATIVE AND REGULATORY DOCUMENTS

LOI PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS, 1989

La loi N°89-22 datant du 31 octobre 1989 est le texte relatif en vigueur en République du TOGO et régissant les investissements dans ce pays. Elle fait partie des textes législatifs cités dans le code minier togolais de 1996.

DOWNLOAD

LOI PORTANT CODE DU TRAVAIL, 2006
LOI-CADRE SUR L'ENVIRONNEMENT, 2008
LOI PORTANT STATUT DE ZONE FRANCHE DE TRANSFORMATION POUR L'EXPORTATION, 1989
LOI RELATIVE A LA CONTRIBUTION DES ENTREPRISES MINIERES AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET REGIONAL, 2011
ARRÊTÉ SUR LES ÉTUDES D'IMPACT SUR L' ENVIRONNEMENT 2006

SUMMARY: TOGO

Adopté par la Loi n° 96-004 le 26 février 1996, le Code minier togolais a été modifié par la Loi n° 2003-012 du 4 octobre 2003. Il régit les matières allant de l'exploitation, la détention, le traitement, le transport, la transformation, jusqu'au commerce des substances minérales, des eaux minérales et des gîtes géothermiques sur le territoire de la République. Le champ d'application embrasse le plateau continental, les eaux territoriales et la zone économique

Figure 22 : Atlas de la législation minière africaine. Exemple du Togo. Voir site web⁵⁵

Les informations sont désormais souvent fournies par les sites web et/ou les comptes de médias sociaux du ministère des mines et d'autres ministères concernés. Les sources médiatiques, comme les journaux, partagent aussi de plus en plus souvent des liens ou des scans de documents juridiques.

Les rapports ITIE sont également un bon point de départ pour obtenir une vue d'ensemble de la législation existante.

Contenu local

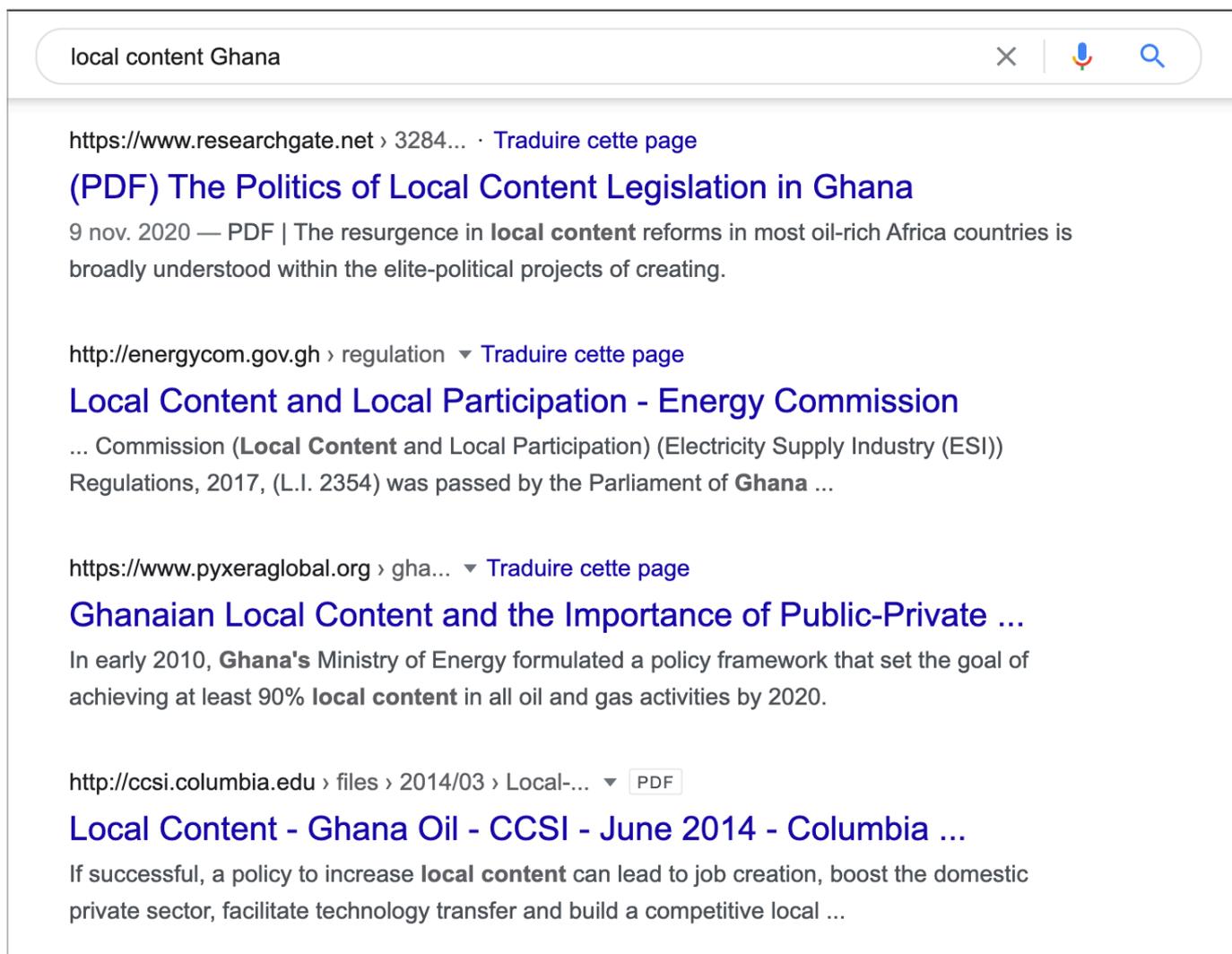
Le Code minier (2016) prévoit :

- L'obligation pour les titulaires de titres miniers et leurs sous-traitants d'employer en priorité, a des qualifications égales et sans distinction de sexe, le personnel sénégalais ayant les compétences requises pour la conduite efficace des opérations minières (Article 109)
- L'obligation pour les titulaires de titres miniers, leurs fournisseurs et leurs sous-traitants d'utiliser autant que possible des services et matières d'origine du Sénégal, des produits fabriqués ou vendus au Sénégal dans la mesure où ces services et produits sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, garanties et délais de livraison (Article 85)

Figure 23 : Exemple d'un aperçu de la législation : Le rapport ITIE Sénégal 2019 comprend des informations sur ce que le code minier décrit en termes de contenu local. Rapport ITIE Sénégal 2019, page 83⁵⁶

Une simple recherche via un moteur de recherche est également précieuse. Non seulement cela vous conduit à la législation, mais cela vous guide également vers les rapports et études existants sur le contenu local dans votre pays. Il s'agit notamment de rapports d'ONG et d'organisations comme la SFI, mais aussi d'études universitaires qui donnent généralement un aperçu de la législation. Bien

que de nombreuses études universitaires soient publiées dans des revues payantes, certaines sont accessibles en accès libre sur des plateformes telles que ResearchGate ou Google Scholar. Une autre solution consiste à envoyer un courrier électronique à l'universitaire directement, pour voir si une copie en accès libre, ou peut-être un résumé de l'étude, est disponible. Il peut également être utile de contacter le chercheur, qui peut être une ressource clé.



The image shows a search engine results page for the query "local content Ghana". The search bar at the top contains the text "local content Ghana" and has icons for a close button, voice search, and a magnifying glass. Below the search bar, three search results are displayed. Each result includes a URL, a title in blue, and a brief description. The first result is from ResearchGate, the second is from the Energy Commission of Ghana, and the third is from Columbia University's CCSI.

local content Ghana

<https://www.researchgate.net> › 3284... · Traduire cette page
(PDF) The Politics of Local Content Legislation in Ghana
9 nov. 2020 — PDF | The resurgence in **local content** reforms in most oil-rich Africa countries is broadly understood within the elite-political projects of creating.

<http://energycom.gov.gh> › regulation ▾ Traduire cette page
Local Content and Local Participation - Energy Commission
... Commission (**Local Content** and Local Participation) (Electricity Supply Industry (ESI)) Regulations, 2017, (L.I. 2354) was passed by the Parliament of **Ghana** ...

<https://www.pyxeraglobal.org> › gha... ▾ Traduire cette page
Ghanaian Local Content and the Importance of Public-Private ...
In early 2010, **Ghana's** Ministry of Energy formulated a policy framework that set the goal of achieving at least 90% **local content** in all oil and gas activities by 2020.

<http://ccsi.columbia.edu> › files › 2014/03 › Local-... ▾ PDF
Local Content - Ghana Oil - CCSI - June 2014 - Columbia ...
If successful, a policy to increase **local content** can lead to job creation, boost the domestic private sector, facilitate technology transfer and build a competitive local ...

Figure 24 : Exemple de résultats d'une recherche sur un site Web avec les mots clés « local content Ghana »

Ces étapes vous permettent également de vous familiariser avec les documents clés et les études antérieures.

Comment identifier les acteurs clés

- Si l'ITIE de votre pays recueille des informations sur l'approvisionnement, contactez-les pour identifier les représentants du gouvernement et des sociétés minières sur l'approvisionnement local.
- Contacter la chambre des mines pour demander les coordonnées des personnes à contacter pour entrer en contact avec les équipes chargées des achats des sociétés minières
- Contacter le ministère des mines et les autres ministères et départements concernés pour identifier les acteurs gouvernementaux qui travaillent sur le contenu local, ainsi que les consultants et autres partenaires (SFI, GIZ, etc.).

Comment rassembler les informations sur l'approvisionnement local

Ce rapport a montré des exemples de sociétés minières qui fournissent des informations sur l'approvisionnement local (voir les sections 1 et 2 de ce rapport). Un bon point de départ est le site web de la compagnie minière pour voir si elle a une section sur les achats et/ou les fournisseurs. L'étape suivante consiste à consulter le rapport de développement durable de l'entreprise, qui peut contenir des données sur l'approvisionnement, ainsi que des rapports financiers et des informations destinées aux actionnaires. Vous pouvez obtenir des informations sur les structures de propriété des sociétés minières dans les contrats d'exploitation des ressources (NRGI a créé une plateforme qui comprend de nombreux contrats d'exploitation des ressources : <https://www.resourcecontracts.org/>), ainsi que dans les rapports de l'ITIE et les recherches sur les sites Web.

Notez : les sociétés minières présentes dans votre pays ne disposent peut-être pas de ces informations. Cependant, la société mère étrangère, les détenteurs d'actions importantes et/ou les investisseurs peuvent avoir des informations à ce sujet.



Approvisionnement local

EGA reconnaît que l'achat de biens et de services au niveau local augmente le bénéfice économique de nos activités pour les pays dans lesquels nous opérons. Chaque fois que nous le pouvons, nous maximisons l'utilisation de la chaîne d'approvisionnement locale.

Aux Émirats arabes unis, nous avons dépensé plus de 6,8 milliards d'AED (1,84 milliard de dollars) en 2019 pour des biens et services achetés localement. Cependant, la production d'aluminium nécessite certaines matières premières qui ne sont pas disponibles aux EAU. Par exemple, il n'y a pas de bauxite exploitée aux EAU, nous sommes donc entièrement dépendants des importations pour répondre à nos demandes de cette matière première.

En Guinée, l'industrie minière a toujours été largement tributaire des biens et services importés en l'absence de fournisseurs locaux compétitifs. Nous pensons que le développement d'une chaîne d'approvisionnement locale est vital à la fois pour que la Guinée tire pleinement parti des avantages économiques de ses ressources naturelles et pour la réussite à long terme des entreprises minières.

Nous donnons la priorité à l'approvisionnement local en biens et services, en choisissant des fournisseurs en Guinée avant de chercher ailleurs en Afrique, puis en dehors du continent. Afin d'aider et d'encourager les entreprises locales en Guinée à soumissionner pour des contrats, nous avons développé un programme de formation spécialisé fournissant des détails relatifs à notre processus d'appel d'offres, pour aider les fournisseurs à répondre aux normes de qualité et d'intégrité que nous exigeons.



81,39 millions USD
dépensés auprès de
fournisseurs locaux en
Guinée

Figure 5 : Pourcentage du budget dépensé en achats aux EAU

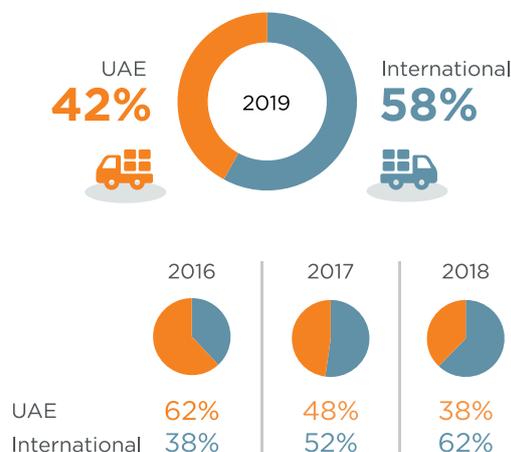


Figure 6 : Pourcentage du budget dépensé en achats en Guinée

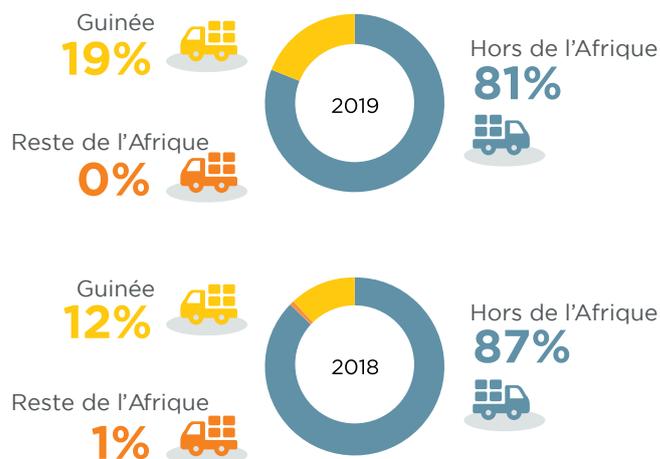


Figure 25 : Exemple de reporting sur les achats de Emirates Global Alluminium (EGA), la compagnie mère de Guinea Allumina Corporation GAC), compagnie basée en Guinée. Source : Rapport sur le développement durable 2019 de EGA, page 48⁵⁷

Comme nous l'avons également montré tout au long du rapport, l'ITIE pourrait fournir des données sur l'approvisionnement dans ses rapports nationaux.

Une autre source est la communication du ministère. Par exemple, le ministère guinéen des mines publie des rapports réguliers contenant des données minières, telles que la production, les prix des matières premières, des informations sur les détenteurs actuels de concessions, et il a récemment commencé à ajouter des informations sur l'emploi dans les mines, ventilées par nationalité. Il se pourrait qu'à l'avenir, ces rapports contiennent également des informations sur les fournisseurs.

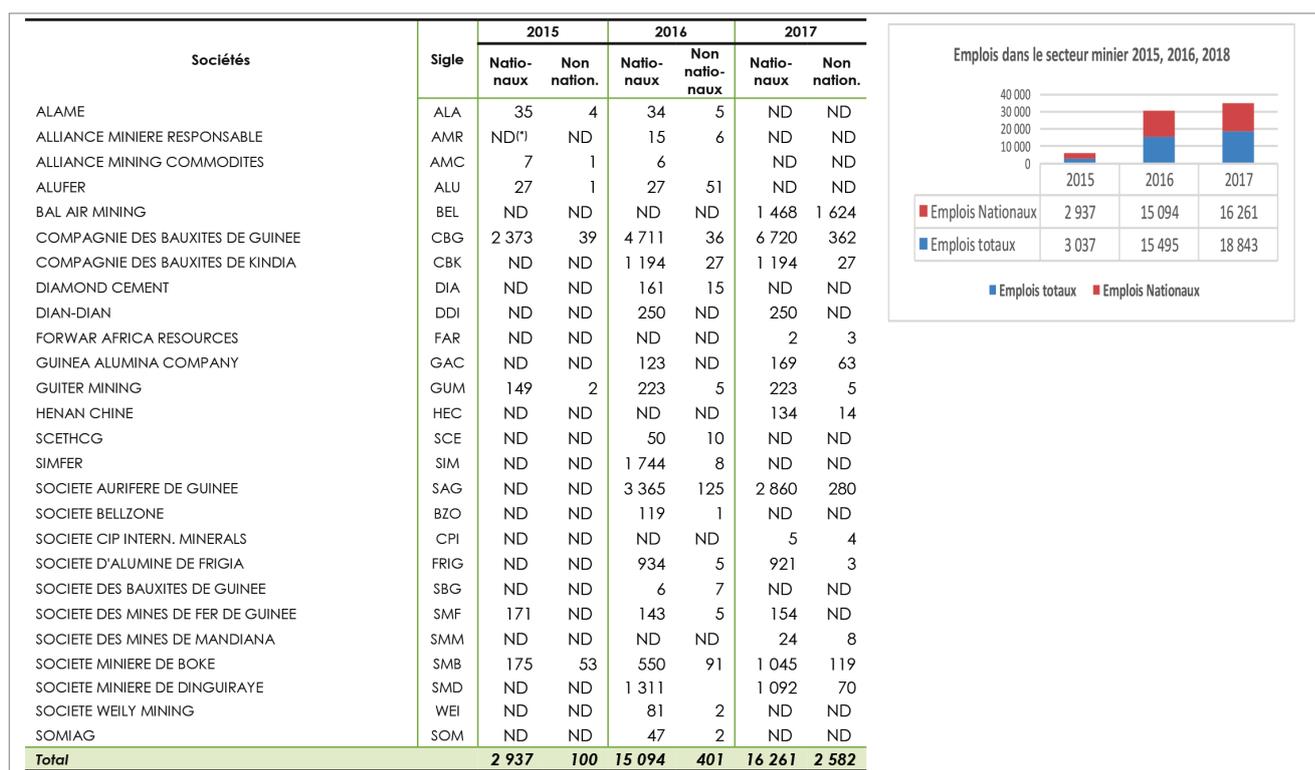


Figure 26 : Données sur l'emploi dans les mines fournies par le ministère guinéen des Mines dans son bulletin de décembre 2018, ventilées par entreprise, année et nationalité des employés.

Source : Bulletin des Statistiques minières du ministère guinéen des mines, page 7⁵⁸

Étape 2 : Lancer le dialogue

- Engager un dialogue multipartite
- Organiser un événement de lancement sur l'approvisionnement local pour mieux comprendre l'engagement et l'ouverture à travailler ensemble de manière constructive



Figure 27 : Exemple d'un événement multiacteurs sur l'approvisionnement local au Burkina Faso. Source : Tweet de la chambre des mines du Burkina Faso

Comment engager un dialogue multipartite

- Contacter la Chambre des mines
- Identifier les représentants des sociétés minières qui sont responsables des stratégies d'approvisionnement/de RSE/de relations avec les communautés. Prenez contact avec eux
- Si votre pays dispose d'une plateforme de fournisseurs, prenez contact avec son équipe.
- Avec le ministère des mines, contactez les acteurs clés qui travaillent sur l'approvisionnement local.
- Après les premières rencontres, restez en contact pour poursuivre la conversation.
- Continuer à susciter l'intérêt et à évoquer l'idée d'un événement.

Étape 3 : Engagement communautaire

- S'engager auprès des communautés locales dans les zones minières, des petites et moyennes entreprises locales et des particuliers pour connaître leurs besoins et leurs préoccupations en ce qui concerne les possibilités d'emploi direct et indirect et leurs attentes.

Comment s'engager avec les communautés

Nos échanges ont révélé que la contribution des communautés est extrêmement appréciée par les OSC et qu'elles sont considérées comme un pilier important de toute campagne. En fin de compte, votre objectif est d'améliorer les pratiques d'approvisionnement afin que les communautés puissent bénéficier des activités minières dans leur région. L'aspect communautaire pourrait même être le point fort de votre organisation. Utilisez-le à votre avantage pour tirer des leçons des expériences et des attentes des communautés et en faire part au gouvernement et aux sociétés minières. Travaillez avec les représentants de la communauté, à savoir les jeunes, les femmes, les chefs (religieux), le gouvernement et les administrateurs locaux, les représentants communautaires des sociétés minières, les PME et les entrepreneurs locaux. Organiser des réunions communautaires, des groupes de discussion, des entretiens approfondis, des questionnaires, des entretiens à pied et d'autres moyens pour savoir ce qui a été fait jusqu'à présent en termes d'approvisionnement local dans leur région, quelles connaissances ils ont sur cette question, quelles attentes et quels besoins sont exprimés dans leur communauté.

Étape 4 : Évaluation et recommandations

- Avec les connaissances des étapes 1 à 3, créer un rapport sur l'évaluation des pratiques actuelles en matière d'approvisionnement local et les possibilités d'amélioration
- Présenter le rapport aux parties prenantes du gouvernement et de l'industrie (Chambre des mines, sociétés minières)
- discuter des recommandations et des mesures concrètes à prendre

Comment rédiger un rapport efficace contenant votre évaluation et vos recommandations

Une fois que vous avez rassemblé toutes les informations nécessaires et que vous avez recueilli les points de vue des communautés, il est temps de fournir une vue d'ensemble de vos conclusions pour créer une évaluation et des recommandations à transmettre aux parties prenantes que vous avez identifiées.

Votre rapport peut avoir le plan suivant :

- **Le contexte** : C'est quoi l'approvisionnement local, pourquoi il est important et quelles sont les opportunités (voir les sections 1 et 2 de notre guide).
- **La situation de l'approvisionnement local dans votre pays** : législation, développements, données et études disponibles.
- **Le point de vue des communautés** : Expériences, besoins et attentes

- **Évaluation** : Comment voyez-vous la situation de l'approvisionnement local dans votre pays par rapport à d'autres pays et par rapport aux opportunités potentielles. Comment la législation actuelle correspond-elle aux besoins et aux attentes des communautés ?
- **Recommandations** : Quelles sont les prochaines étapes concrètes que doivent franchir le gouvernement et les sociétés minières pour améliorer les pratiques d'approvisionnement local dans votre pays afin d'offrir plus d'opportunités aux locaux ?

Étape 5 : Sensibilisation

- Pendant et après l'étape 4, lancez des campagnes de sensibilisation. Il peut s'agir par exemple de campagnes à la radio, d'articles dans les journaux, les médias sociaux, l'engagement chez les communautés locales, etc.
- Une fois que votre rapport est finalisé, c'est le moment idéal pour attirer l'attention autant que possible par le biais d'événements de lancement, d'articles dans les médias, de présentations à la communauté, etc.



Figure 28 : Exemple d'article de journal de la Coalition PCQVP Mali sur l'approvisionnement local et le MRAL (Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local) (Janvier 2020), Echos

Les chaînes d'approvisionnement local, une priorité croissante pour les sociétés minières

Les considérations en matière d'ESG et les perturbations dans les transports engendrées par la pandémie de COVID-19 ont montré l'importance de pouvoir s'approvisionner en équipement essentiel au niveau local

Par Matthew Parizot | 27 novembre 2020



Le partenariat entre SRK et Mining Shared Value vise à renforcer les possibilités de s'approvisionner au niveau local dans les économies en développement. Avec l'aimable autorisation de SRK

Figure 29 : Exemple d'article de presse sur l'approvisionnement local. Magazine CIM, Novembre 2020⁵⁹

Étape 6 : Évaluations et rapports continus

- Procéder à des évaluations régulières des efforts déployés par le gouvernement et chaque société minière
- Fournir des recommandations actualisées sur la manière d'améliorer
- Partagez vos évaluations et vos recommandations avec les communautés touchées afin de les tenir informées et de les inclure

Comment fournir des évaluations et rapports continus

Veillez à ce que la question des achats locaux reste dans votre agenda. Incluez-la dans vos campagnes et rapports en général en tant qu'élément ou fournissez une évaluation spéciale régulière (par exemple annuelle) des achats locaux. Vous pouvez également présenter des mises à jour et des rappels dans vos bulletins d'information, vos articles de blog, sur votre site web, sur les médias sociaux et sur d'autres canaux.

Par exemple, sur Twitter, vous pouvez vous engager dans des publications d'organisations sur l'approvisionnement local et l'emploi direct dans les mines. Vous vous assurerez ainsi que la

question continue d'être incluse dans vos contributions aux médias sociaux et qu'elle continuera d'être vue et représentée à l'ordre du jour.

Par exemple, la figure ci-dessous est un tweet de la page Twitter de Publish What You Pay. Vous pouvez le commenter en le retweetant et en ajoutant vos observations depuis votre pays. Vous pouvez également en parler sur vos autres canaux de médias sociaux ou sur votre site web.

Gardez un œil sur tout ce qui concerne l'approvisionnement local dans le secteur minier !

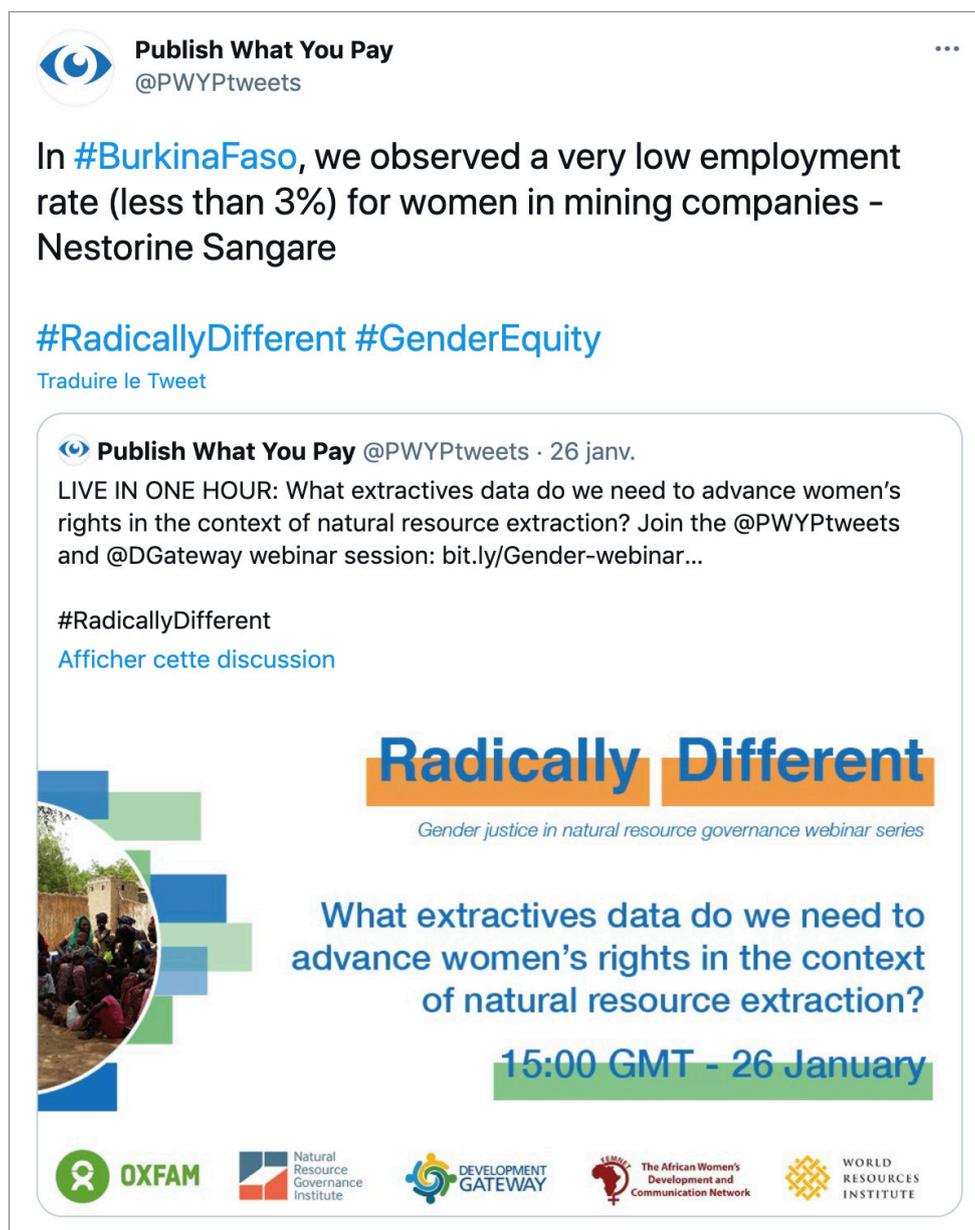


Figure 30 : L'emploi des femmes dans les sociétés minières. Tweet de Publiez Ce Que Vous Payez @PWYPtweets, du 26 Janvier 2021

Publiez Ce 
Que Vous Payez
Extraire la Vérité



**ETUDE SUR « LE CONTENU LOCAL ET LES TRANSFERTS
INFRANATIONAUX DANS LE SECTEUR DES INDUSTRIES
EXTRACTIVES AU MALI »**



Figure 31 : Exemple de rapport avec évaluation et recommandations sur le contenu local au Mali (2015). Rapport Publiez Ce Que Vous Payez.

Références bibliographiques

1. Auty, R. (1990). *Resource-Based Industrialization: Sowing the Oil in Eight Developing Countries*. Oxford University Press; .Auty, (1990); Papyrakis, E. (2017). The Resource Curse - What Have We Learned from Two Decades of Intensive Research: Introduction to the Special Issue. *The Journal of Development Studies*, 53(2), 175–185. <https://doi.org/10.1080/00220388.2016.1160070>; Rosser, A. (2006). The political economy of the resource curse: A literature survey. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/4061>; Sachs, J., & Warner, A. (1997). The big push, natural resource booms and growth. *Journal of Development Economics*, 6(3), 335–376; Sachs, J., & Warner, A. (2001). 'Natural Resources and Economic Development: The curse of natural resources.' *European Economic Review*, 45, 827–838; Bebbington, A. (2011). *Social Conflict, Economic Development and the Extractive Industry: Evidence from South America*. Taylor & Francis Group.
2. Ferguson, J. (2006). *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*. Duke University Press. Ferguson, James. (2005). Seeing Like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa. *American Anthropologist*, 107(3), 377–382. <https://doi.org/10.1525/aa.2005.107.3.377>
3. Hirschman, A. (1958). 'Interdependence and Industrialization Strategy of economic development.' In *The Strategy of Economic Development*. Yale University Press.; Hirschman, A. O., & Adelman, J. (2013). *The essential Hirschman*. Princeton University Press; Morris, M. (2012). *One Thing Leads to Another: Promoting Industrialization by Making the Most of the Commodity Boom in Sub-Saharan Africa*. United Nations Economic Commission for Africa.
4. GIZ Report Linkages to the resource sector (2016) <http://ccsi.columbia.edu/files/2016/07/Linkages-to-the-resource-sector-GIZ-CCSI-2016.pdf>
5. Ackah-Baidoo, P. (2016). Youth unemployment in resource-rich Sub-Saharan Africa: A critical review. *The Extractive Industries and Society*, 3(1), 249–261. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2015.11.010>
6. World Economic Forum, The world's 10 youngest populations are all in Africa <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/the-world-s-10-youngest-countries-are-all-in-africa/#:~:text=Niger%20is%20Africa's%2C%20and%20the,global%20figure%20of%2029.6%20years.>
7. UN Africa Renewal : Youth & Unemployment Special Edition by Kingsley Ighobor (2017) <https://www.un.org/africarenewal/magazine/special-edition-youth-2017/africas-jobless-youth-cast-shadow-over-economic-growth#:~:text=Youths%20account%20for%2060%25%20of, and%20South%20Africa%2C%20among%20others.&text=Young%20women%20feel%20the%20sting,more%20sharply%20than%20young%20men.>
8. Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy University of Dundee Extractives Hub <https://www.extractiveshub.org/topic/view/id/47/chapterId/524#:~:text=The%20impact%20of%20the%20extractives,be%20direct%2C%20indirect%20or%20induced.&text=Indirect%20employment%20is%20used%20to,employment%20created%20by%20consumption%20linkages.>
9. World Gold Council Report: Responsible gold mining and value distribution (2013) https://www.gold.org/sites/default/files/documents/responsible_gold_mining_and_value.pdf
10. World Gold Council (2014). *Value Distribution: The Benefits of Gold Mining to Host Countries*. <https://www.gold.org/goldhub/research/value-distribution-benefits-gold-mining-host-countries>

11. NRGi Beneath the Surface Report (2020) https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/beneath_the_surface.pdf
12. Teranga Gold Sustainability Report (2019) https://s2.q4cdn.com/949220588/files/doc_downloads/2020/09/Teranga_2019_Sustainability_Report-EN.pdf
13. Golden Star Corporate Responsibility Report (2019) http://www.gsr.com/responsibility/default.aspx?fbclid=IwAR2g8msjCKiXAvTPq7YuDy5b8ilRPa2XWsc4cw2jgthXvaxOziD3_jomsbU
14. World Bank Report A practical guide to increasing mining local procurement in West Africa (2015) <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/266701468119062079/a-practical-guide-to-increasing-mining-local-procurement-in-west-africa>
15. Teranga Gold Sustainability Report (2019) https://s2.q4cdn.com/949220588/files/doc_downloads/2020/09/Teranga_2019_Sustainability_Report-EN.pdf
16. Diavik Sustainable Development Report (2018) https://www.miningnorth.com/_rsc/site-content/library/publications/2019-07-01_RT_Diavik_2018_SD_report.pdf
17. Kumtor Website (n/d) <https://www.kumtor.kg/en/why-what-and-where-we-buy/>
18. IGF (2018) Guidance for Governments: Local Content policies <https://www.iisd.org/system/files/publications/igf-guidance-for-governments-local-content.pdf?q=sites/default/files/publications/igf-guidance-for-governments-local-content.pdf>
19. Republic of Guinea, Mining Code, https://mines.gov.gn/docs/PDF/codes/Code_Minier_2011_amende_2013_bilingue_FR-EN.pdf
20. Ayanoore, I. (2019). The politics of local content implementation in Ghana's oil and gas sector. *The Extractive Industries and Society*. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2019.11.004>; Geenen, S. (2019). Gold and godfathers: Local content, politics, and capitalism in extractive industries. *World Development*, 123(2019), 1–10;
21. Nwapi, C. (2015). Corruption vulnerabilities in local content policies in the extractive sector: An examination of the Nigerian Oil and Gas Industry Content Development Act, 2010. *Resources Policy*, 46, 92–96.
22. Wilhelm, C., & Maconachie, R. (2020). Exploring local content in Guinea's bauxite sector: Obstacles, opportunities and future trajectories. *Resources Policy*, 101935. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2020.101935>
23. OECD Corruption in the value chain Report (2016) <http://www.oecd.org/dev/Corruption-in-the-extractive-value-chain.pdf>
24. EITI Discussion Paper (2019) The EITI's Role in Fighting Corruption https://eiti.org/files/documents/eiti_global_conference_discussion_paper_-_eitis_role_in_fighting_corruption_1.pdf, page 9-10.
25. NRGi Beneath the Surface Report (2020) https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/beneath_the_surface.pdf
26. Kraemer, C. 2021. Bundesregierung einigt sich auf Lieferkettengesetz ab 2023. Reuters 12 February 2021 <https://www.reuters.com/article/deutschland-lieferkettengesetz-idDEKBN2AC1V6>

27. Business & Human Rights Resource Centre (2021) <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/nevsun-lawsuit-re-bisha-mine-eritrea/>
28. Australian Strategic Policy Institute Uyghurs for sale Report (2020) <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale#:~:text=The%20Australian%20Strategic%20Policy%20Institute,82%20well%2Dknown%20global%20brands>
29. Handelsblatt (2020) <https://www.handelsblatt.com/unternehmen/management/uiguren-deutsche-firmen-geraten-in-china-wegen-moeglicher-zwangsarbeit-unter-druck/25600326.html> Handelsblatt (2020) <https://www.handelsblatt.com/unternehmen/industrie/uiguren-unterdrueckung-china-werk-schaedigt-ruf-von-vw-der-konzern-wehrt-sich-nun-gegen-vorwuerfe/26617626.html?ticket=ST-8243555-jhsfPUB9yTv0knetCayG-ap1>
30. Business Insider (2020) <https://www.businessinsider.de/tech/zwangsarbeit-in-china-zulieferer-von-apple-bmw-vw-setzen-auf-vertriebene-uiguren-autobauer-weisen-vorwuerfe-von-sich/>
31. Bundesministerium fuer wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2021) <https://www.bmz.de/de/themen/lieferketten/index.html>
32. Tagesschau (2021) Lieferkettengesetz: Meilenstein oder Papiertiger? Tagesschau 28 February 2021 <https://www.tagesschau.de/investigativ/monitor/lobbyismus-lieferketten-gesetz-101.html>
33. Daimler (2021) <https://www.daimler.com/sustainability/human-rights/supply-chain/>
34. The Mining Local Procurement Reporting Mechanism <https://static1.squarespace.com/static/54d667e5e4b05b179814c788/t/5fb82959404f7008313b33c9/1605904737667/LPRM-English-Nov2020.pdf>
35. The Mining Local Procurement Reporting Mechanism <https://static1.squarespace.com/static/54d667e5e4b05b179814c788/t/5fb82959404f7008313b33c9/1605904737667/LPRM-English-Nov2020.pdf>
36. Ivanhoe Mines 2019 Sustainability Report <https://www.ivanhoemines.com/site/assets/files/4801/2019-ivn-sustainability-report.pdf>
37. Golden Star 2019 Corporate Responsibility Report http://s1.q4cdn.com/789791377/files/csr_reports/2020/Golden-Star_2019-Corporate-Responsibility_FINAL.pdf
38. Teranga Gold (2019) Sustainability Report https://s2.q4cdn.com/949220588/files/doc_downloads/2020/09/Teranga_2019_Sustainability_Report-EN.pdf
39. The Mining Local Procurement Reporting Mechanism <https://static1.squarespace.com/static/54d667e5e4b05b179814c788/t/5fb82959404f7008313b33c9/1605904737667/LPRM-English-Nov2020.pdf>
40. World Gold Council. Responsible Gold Mining Principles <https://www.gold.org/about-gold/gold-supply/responsible-gold/responsible-gold-mining-principles>
41. EITI Website, Services and subcontracting: Unexplored ground for transparency Blog Post <https://eiti.org/blog/services-subcontracting-unexplored-ground-for-transparency>
42. EITI and opportunities for increasing local content transparency, Report March 2018 <https://eiti.org/document/eiti-opportunities-for-increasing-local-content-transparency>

43. The EITI's Role in Addressing Corruption, Report October 2019 <https://eiti.org/document/eiti-role-in-addressing-corruption>
44. EITI Standard 2019 <https://eiti.org/document/eiti-standard-2019#download>
45. Guidance note 30- Towards gender-responsive EITI implementation, July 2019 <https://eiti.org/document/guidance-note-30-towards-gender-responsive-eiti-implementation>
46. Blog Post Three takeaways from Addis Ababa, October 2019 <https://eiti.org/news/three-takeaways-from-addis-ababa>
47. Blog Post Services and subcontracting: unexplored ground for transparency, February 2020 <https://eiti.org/blog/services-subcontracting-unexplored-ground-for-transparency>
48. Anglo American Website, Suppliers Section <https://www.angloamerican.com/suppliers>
49. ERG Africa Website, Procurement <https://www.ergafrica.com/procurement/>
50. Gold Fields, Suppliers, <https://www.goldfields.com/supplier-registration.php>
51. Golden Star 2019 CSR & ESG Performance Report. http://s1.q4cdn.com/789791377/files/csr_reports/2020/Presentation_2019-ESG-Scorecard-and-Performance-Overview-FINAL.pdf
52. Ghana Minerals and Mining (General) Regulations 2012. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/gha168926.pdf>
53. Columbia Center on Sustainable Investment. Local Content Ghana-Mining <http://ccsi.columbia.edu/files/2013/07/Local-Content-Ghana-mining-CCSI-June-2014.pdf>
54. African Mining Legislation Atlas <https://www.a-mla.org/site/index>
55. African Mining Legislation Atlas <https://www.a-mla.org/>
56. EITI Senegal 2019 Report <https://itie.sn/rapport-itie-2019/>
57. EGA Sustainability Report. <https://www.ega.ae/media/2356/ega-2019-sustainability-report.pdf>
58. Ministry of Mines and Geology Guinea, Bulletin Statistiques 2018 https://www.mines.gov.gn/assets/uploads/2020/06/Bulletin_Statistique_Miniere_N%C2%B0001_2010-sept-2018.pdf
59. Parizot, M. Les chaines d'approvisionnement local, une priorité croissante pour les sociétés minières, CIM Magazine 27 November 2020 <https://magazine.cim.org/fr/actualit%C3%A9s/2020/local-supply-chains-a-growing-priority-for-miners-fr/#:~:text=Si%20la%20pand%C3%A9mie%20de,et%20%C3%A0%20potentiellement%20r%C3%A9duire%20leurs>







PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

- ✉ info@pwyp.org
- 🐦 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)
- 📘 [PublishWhatYouPay](https://www.facebook.com/PublishWhatYouPay)
- 🌐 www.pwyp.org

© Publish What You Pay 2021

Mise en page et ergonomie
Willy Kemtane





PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

-  info@pwyp.org
-  [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)
-  [PublishWhatYouPay](https://www.facebook.com/PublishWhatYouPay)
-  www.pwyp.org

